DOCUMENTS

14

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2000

COMMISSION DE
LA CAPITALE
NATIONALE

Québec

105-04744/

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2000

PROFIL DE LOCALISATION DE L'EFFECTIF, DES DIRIGEANTS, DES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET DES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AU 31 MARS 2000

Commission de la capitale nationale du Québec
Mission économique
Janvier 2001

Document préparé par la Mission économique
de la Commission de la capitale nationale du Québec

Responsable du projet :
Hervé Bélanger, analyste-conseil, Commission de la capitale nationale du Québec

Recherche et rédaction :
Hervé Bélanger, analyste-conseil, Commission de la capitale nationale du Québec
Isabelle Mercier, technicienne de recherche, Commission de la capitale nationale du Québec

Chargée de l'édition :
Hélène Jean, Commission de la capitale nationale du Québec

Conception graphique :
Les Communications Science-Impact

ISBN 2-550-36817-7
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2001
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2001

Dans la présente publication, le générique masculin est utilisé uniquement dans le but d'alléger le texte.

La collection
DOCUMENTS

La Commission de la capitale nationale du Québec a notamment pour mandats de conseiller le gouvernement sur l'expression de sa présence dans la capitale et de contribuer à une meilleure connaissance de Québec et de ses fonctions.

Dans sa collection DOCUMENTS, la Commission publie des recherches, des textes de réflexion sur le statut de la capitale, sur son passé et son devenir, sur les préoccupations qu'elle suscite et inspire.

Les DOCUMENTS viennent soutenir l'action de la Commission et de tous ceux et celles qui s'intéressent à la capitale du Québec. Ils permettent de faire le point sur des questions importantes dans un cadre léger, économique et accessible.

Le président et directeur général,
Pierre Boucher

Avant-PROPOS

L'article 15 de la Loi sur la Commission de la capitale nationale (L.R.Q., c. 33.1) confie notamment à la Commission de la capitale nationale du Québec le mandat de conseiller le gouvernement du Québec sur la localisation, dans la capitale et ses environs, des bureaux du gouvernement, de ses ministères et de tout organisme gouvernemental, de même que sur la répartition de l'effectif.

Afin de remplir adéquatement ce mandat, la Commission dresse à tous les deux ans un profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux québécois. Ce profil est l'un des instruments que se donne la Commission pour mesurer la présence des institutions de l'État dans la capitale, le contexte dans lequel cette présence institutionnelle évolue et les conditions de son développement.

La Commission tient à remercier le personnel des organismes gouvernementaux, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère du Conseil exécutif, qui a collaboré, d'une façon ou d'une autre, à la préparation de cette étude.

Table des MATIÈRES

FAITS SAILLANTS 15

1. INFORMATIONS MÉTHODOLOGIQUES 17

1.1 Les sources de données 17

1.2 L'univers statistique 17

1.3 La démarche 17

1.4 Comparabilité des données dans le temps 17

2. PORTRAIT DE L'EFFECTIF 18

2.1 La répartition géographique de l'effectif 18

2.2 La répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi 18

2.3 La répartition géographique de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux 19

2.4 La répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi 20

2.4.1 La répartition géographique des sous-ministres 20

2.4.2 La répartition géographique du personnel de haute direction 21

2.4.3 La répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement 21

2.5 L'évolution de la répartition géographique de l'effectif 22

3. LES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET LES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX 23

3.1 La répartition géographique des bureaux centraux des ministères 23

3.2 La répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux 23

3.3 La répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale 24

3.4 L'évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux 24

Table des
MATIÈRES

ANNEXES

ANNEXE 1: Questionnaire 27

ANNEXE II: Profil de localisaiton de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 29

ANNEXE III: Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000 37

ANNEXE IV: Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000 45

ANNEXE V: Modifications introduites dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 1998 et le 31 mars 2000 53

ANNEXE VI: Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique) 57

Liste des FIGURES

Figure 1: Répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 18

Figure 2: Répartition de l'effectif régulier des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 18

Figure 3: Répartition de l'effectif occasionnel des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 19

Figure 4: Répartition de l'effectif des ministères au 31 mars 2000 19

Figure 5: Répartition de l'effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 20

Figure 6: Répartition des sous-ministres au 31 mars 2000 20

Figure 7: Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2000 21

Figure 8: Répartition de l'ensemble du personnel d'encadrement au 31 mars 2000 21

Figure 9: Évolution et répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux du 31 mars 1998 au 31 mars 2000 23

Figure 10: Évolution et répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000 23

Figure 11: Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 23

Figure 12: Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1998 au 31 mars 2000 26

Figure 13: Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes du gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000 26

Liste des **TABLEAUX**

Tableau 1 : Répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 18

Tableau 2 : Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 18

Tableau 3 : Répartition de l'effectif entre les ministères et les organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 19

Tableau 4 : Répartition des sous-ministres au 31 mars 2000 20

Tableau 5 : Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2000 21

Tableau 6 : Répartition du personnel d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 21

Tableau 7 : Évolution et répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000 22

Tableau 8 : Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 23

Tableau 9 : Répartition des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000 25

Tableau 10 : Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000 26

- Au 31 mars 2000, l'effectif des ministères[1] du gouvernement du Québec et des 163 organismes gouvernementaux, y compris notamment les sociétés d'État, répertoriés par la Commission de la capitale nationale du Québec s'élevait à 105 191 employés, dont 49 269 au sein des ministères et 55 922 dans les organismes gouvernementaux.
- L'effectif total se répartissait géographiquement de la façon suivante : 35 305 employés (33,6 %) dans la CUQ ; 32 637 employés (31 %) dans la CUM ; 37 249 employés (35,4 %) dans les autres régions.
- Des 49 269 employés des différents ministères, 21 075 (42,8 %) se trouvaient dans la CUQ, 10 662 (21,6 %) dans la CUM et 17 532 (35,6 %) dans les autres régions, alors que, des 55 922 employés des organismes gouvernementaux, 14 230 (25,4 %) travaillaient dans la CUQ, 21 975 (39,3 %) dans la CUM et 19 717 (35,3 %) dans les autres régions.
- Les bureaux des 184 sous-ministres (statut de sous-ministres en titre, associés et adjoints) sont concentrés dans la CUQ dans une proportion de 78,2 %, alors que 9,8 % de ces bureaux sont dans la CUM, et 12 % dans les autres régions.
- L'ensemble du personnel d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux, soit les sous-ministres, les cadres des ministères et ceux des organismes répertoriés par la Commission, se chiffre à 6 505 et se distribue territorialement de la façon suivante : 2 260 personnes (34,8 %) dans la CUQ ; 2 201 (33,8 %) dans la CUM ; 2 044 (31,4 %) dans les autres régions.
- Comparativement au 31 mars 1998, l'effectif des ministères et des organismes gouvernementaux a connu une hausse de 6 063 employés. La majeure partie de cette augmentation est due à l'arrivée, dans la fonction publique du Québec, d'employés venus du gouvernement fédéral et à l'embauche d'occasionnels. L'augmentation de l'effectif a été de 3 063 (9,5 %) dans la CUQ et de 3 254 (11 %) dans la CUM, alors que les autres régions ont connu une baisse de 254 employés pour la même période.
- Un examen de la variation du volume de l'effectif de 1992 à 2000 montre une baisse du nombre total d'employés qui passe de 113 763 à 105 191, soit 8 572 employés (7,5 %) de moins. La CUQ a absorbé la plus forte réduction, avec 4 498 employés (11,3 %) de moins, suivie des autres régions (6,2 %) et de la CUM (4,7 %).
- Au 31 mars 2000, les bureaux centraux des ministères étaient concentrés sur le territoire de la CUQ. Certains ministères réunissaient toutefois une partie importante de leur personnel d'encadrement sur le territoire de la CUM, tels le ministères des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le ministère de la Famille et de l'Enfance, le ministère du Travail, le ministère de la Sécurité publique et le ministère du Revenu.
- Les sièges sociaux des 163 organismes gouvernementaux répertoriés dans ce profil étaient répartis de la manière suivante : 95 (58,3 %) dans la CUQ, 57 (35 %) dans la CUM ; 11 (6,7 %) dans les autres régions.

1. Le terme « ministères » désigne également, pour les fins de cette étude, les entités administratives assimilées à des ministères (l'Assemblée nationale, le Conseil du trésor) et les fonds spéciaux de gestion.

Faits
SAILLANTS

- Depuis mars 1998, le nombre de sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission est passé de 171 à 163. Il a diminué de 13 dans la CUQ et augmenté de 4 dans la CUM et de 1 dans les autres régions. Comparativement à 1992, le nombre de sièges sociaux a augmenté de 6 dans la CUQ, baissé de 2 dans la CUM et augmenté de 1 dans les autres régions.

  Ce solde net d'organismes gouvernementaux (et par le fait même de sièges sociaux) inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs du Conseil exécutif est le résultat de facteurs divers. Ainsi, la diminution du nombre de sièges sociaux dans la CUQ, entre 1998 et 2000, est due notamment à certaines fusions d'organismes, qui n'ont conservé qu'un seul siège social (ex.: cinq organismes, dont quatre avaient leur siège social dans la CUQ, ont été fusionnés dans le Tribunal administratif), à l'intégration d'organismes dans un ministère ou un fonds (ex.: la Société de développement de la main-d'œuvre du Québec, intégrée à Emploi-Québec), à la privatisation de certaines sociétés d'État (ex.: la Société québécoise d'initiative pétrolière, devenue SGF Chimie inc.) ou à l'abolition de certains organismes (ex.: le Comité d'admission à la pratique des sages-femmes).

1. INFORMATIONS MÉTHODOLOGIQUES

1.1 Les sources de données

Les données compilées dans ce document proviennent de deux sources: le Service de l'information de gestion du Secrétariat du Conseil du trésor, pour les ministères[2], et le relevé de la Commission de la capitale nationale du Québec, pour les organismes.

1.2 L'univers statistique

Le profil de localisation a pour principal objet la mesure quantitative de la présence des ministères et organismes gouvernementaux québécois dans la capitale, et plus précisément dans la Communauté urbaine de Québec (CUQ). Il ne comptabilise donc pas les effectifs des administrations publiques fédérale et municipales, ni ceux des établissements des réseaux de la santé et des services sociaux, et de l'éducation (hôpitaux, écoles, cégeps, etc.).

L'effectif recensé dans le profil de localisation est le nombre d'employés en poste à la dernière paie du mois de mars. Il s'agit du personnel régulier et occasionnel faisant partie de l'ensemble des ministères et des organismes gouvernementaux, dont notamment les sociétés d'État, inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif. La présente étude ne retient que les organismes de nature permanente, dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement ou dont le financement est assuré en tout ou en partie par l'État, ou les deux à la fois. Seuls les comités consultatifs, qui sont de minuscules organismes, souvent temporaires, et les « autres organismes » (dont l'activité n'est généralement pas à caractère gouvernemental proprement dit et pour lesquels il est donc difficile d'établir des critères de localisation) sont exclus de l'enquête.

Bien que les statuts d'emploi soient multiples, nous ne retenons ici que les catégories employés réguliers, employés occasionnels et étudiants. Tout comme les autres enquêtes de ce type, le profil ne recense pas le personnel des corps d'emploi suivants: membres de l'Assemblée nationale (députés), officiers de la Sûreté du Québec, agents de la Sûreté du Québec[3], juges de paix, secrétaires de district, secrétaires particuliers, directeurs de cabinet, attachés politiques ou personnel professionnel de cabinet, employés de soutien de cabinet, conseillers, attachés politiques (de député), employés de soutien (de député), aumôniers.

Au 31 mars 2000, l'effectif comptabilisé dans le profil de localisation était réparti entre 21 ministères, 3 entités administratives assimilées à des ministères pour les fins de ce relevé (Assemblée nationale, Conseil du trésor et fonds spéciaux) et 163 organismes gouvernementaux (conseils, tribunaux administratifs, régies, sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement, sociétés d'assistance financière ou technique, sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances, sociétés de services, sociétés d'État, offices, commissions).

1.3 La démarche

La Commission de la capitale nationale du Québec expédie un questionnaire (annexe I) aux organismes gouvernementaux afin de connaître la localisation de leur effectif et de leur personnel d'encadrement, ainsi que la localisation de leur siège social au 31 mars 2000. Elle compile ensuite les données, en provenance du Secrétariat du Conseil du trésor, contenant des renseignements de même nature pour les ministères. Les informations colligées par la Commission sont finalement comparées à celles recueillies au cours d'années antérieures.

1.4 Comparabilité des données dans le temps

À la suite de légères modifications apportées, aux cours des années, à l'univers statistique du profil de localisation, les données des années précédentes ont été recalculées selon les nouveaux paramètres en vigueur afin de permettre leur comparabilité dans le temps.

2. Le terme « ministères » désigne également, pour les fins de cette étude, les entités administratives assimilées à des ministères (Assemblée nationale, Conseil du trésor) et les fonds spéciaux de gestion.

3. Le personnel non policier de la Sûreté du Québec est cependant comptabilisé.

2. PORTRAIT DE L'EFFECTIF

2.1 La répartition géographique de l'effectif

Au 31 mars 2000, l'effectif des ministères et organismes du gouvernement du Québec s'élevait, au total, à 105191 employés. Sa répartition géographique était la suivante: 35505 (33,6%) dans la Communauté urbaine de Québec (CUQ); 32637 (31%) dans la Communauté urbaine de Montréal (CUM); 37249 (35,4%) dans les autres régions (tableau 1, figure 1).

Tableau 1

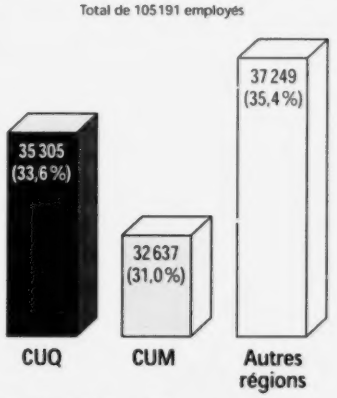
Répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	35305	33,6
CUM	32637	31,0
Autres régions	37249	35,4
Total	**105191**	**100**

Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 1

Répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000



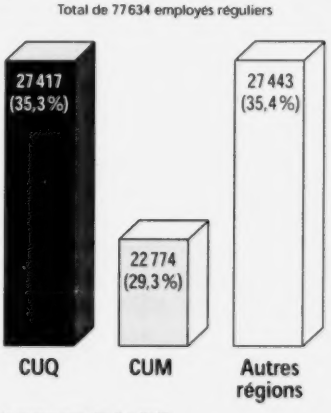
Note: Échelle verticale comprise entre 30000 et 38000.
Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

2.2 La répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi

L'effectif des ministères et organismes du gouvernement du Québec est composé du personnel régulier et occasionnel. Au 31 mars 2000, l'effectif régulier comptait 77634 personnes, soit 27417 (35,3%) dans la CUQ, 22774 (29,3%) dans la CUM et 27443 (35,4%) dans les autres régions. L'effectif occasionnel regroupait, quant à lui, 27557 personnes au total, dont 7888 (28,6%) dans la CUQ, 9863 (35,8%) dans la CUM et 9806 (35,6%) dans les autres régions (tableau 2, figures 2 et 3).

Figure 2

Répartition de l'effectif régulier des ministère et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000



Note: Échelle verticale comprise entre 20000 et 38000.
Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 2

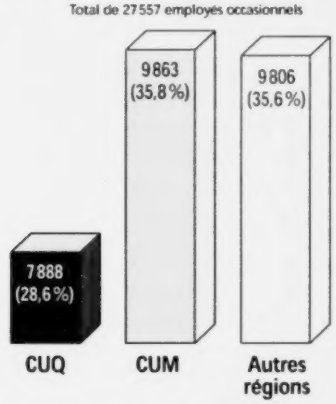
Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Statut d'emploi	Territoire						Total	
	CUQ		CUM		Autres régions			
	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)
Régulier	27417	35,3	22774	29,3	27443	35,4	77634	100
Occasionnel	7888	28,6	9863	35,8	9806	35,6	27557	100
Total	**35305**	**33,6**	**32637**	**31,0**	**37249**	**35,4**	**105191**	**100**

Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 3

Répartition de l'effectif occasionnel des ministère et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000



Note : Échelle verticale comprise entre 6000 et 10000.
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

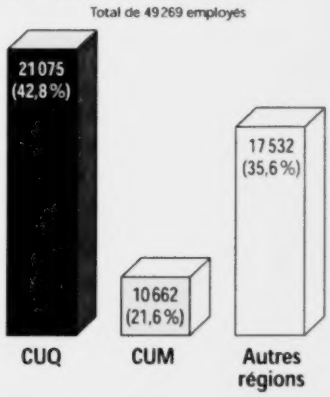
2.3 La répartition géographique de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2000, les ministères regroupaient 49269 employés au total, soit 21075 (42,8%) dans la CUQ, 10662 (21,6%) dans la CUM et 17532 (35,6%) dans les autres régions. Les organismes gouvernementaux comptaient 55922 employés au total, soit 14230 (25,4%) dans la CUQ, 21975 (39,3%) dans la CUM et 19717 (35,3%) dans les autres régions (tableau 3, figures 4 et 5).

Les ministères dont la plus forte concentration de l'effectif se trouvait à l'extérieur de la capitale (CUQ) sont les ministères du Revenu, de l'Emploi et de la solidarité, de la Sécurité publique, des Transports, de la Justice, des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, des Ressources naturelles, de l'Environnement, et de la Culture et des Communications. L'annexe II de ce document présente de façon détaillée le profil de localisation de l'effectif régulier et occasionnel de chacun des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000. Les données sont regroupées en fonction du ministre qui en assume la responsabilité.

Figure 4

Répartition de l'effectif des ministères au 31 mars 2000



Note : Échelle verticale comprise entre 8000 et 22000.
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 3

Répartition de l'effectif entre les ministères et les organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Type	Territoire						Total	
	CUQ		CUM		Autres régions			
	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)
Ministères	21075	42,8	10662	21,6	17532	35,6	49269	100
Organismes	14230	25,4	21975	39,3	19717	35,3	55922	100
Total	**35305**	**33,6**	**32637**	**31**	**37249**	**35,4**	**105191**	**100**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

2. PORTRAIT DE L'EFFECTIF

2.1 La répartition géographique de l'effectif

Au 31 mars 2000, l'effectif des ministères et organismes du gouvernement du Québec s'élevait, au total, à 105 191 employés. Sa répartition géographique était la suivante : 35 505 (33,6 %) dans la Communauté urbaine de Québec (CUQ) ; 32 637 (31 %) dans la Communauté urbaine de Montréal (CUM) ; 37 249 (35,4 %) dans les autres régions (tableau 1, figure 1).

Tableau 1

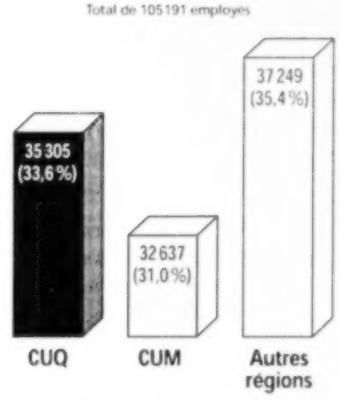
Répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	35 305	33,6
CUM	32 637	31,0
Autres régions	37 249	35,4
Total	**105 191**	**100**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, statistique générale, 2000.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 1

Répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000



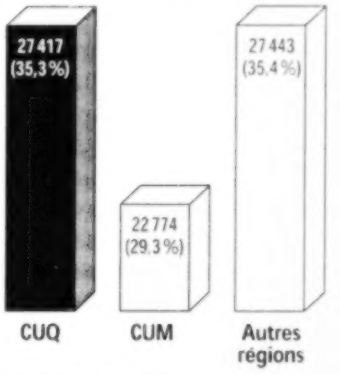
Note : Échelle verticale comprise entre 30 000 et 40 000.
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, statistique générale, 2000.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

2.2 La répartition géographique de l'effectif selon le statut d'emploi

L'effectif des ministères et organismes du gouvernement du Québec est composé du personnel régulier et occasionnel. Au 31 mars 2000, l'effectif régulier comptait 77 634 personnes, soit 27 417 (35,3 %) dans la CUQ, 22 774 (29,3 %) dans la CUM et 27 443 (35,4 %) dans les autres régions. L'effectif occasionnel regroupait, quant à lui, 27 557 personnes au total, dont 7 888 (28,6 %) dans la CUQ, 9 863 (35,8 %) dans la CUM et 9 806 (35,6 %) dans les autres régions (tableau 2, figures 2 et 3).

Figure 2

Répartition de l'effectif régulier des ministère et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000



Note : Échelle verticale comprise entre 20 000 et 30 000.
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, statistique générale, 2000.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 2

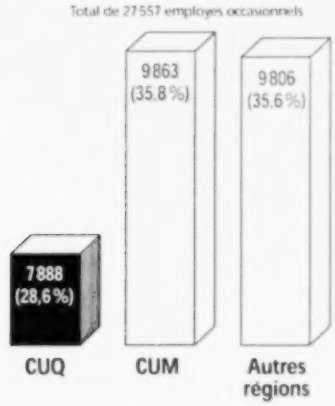
Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Statut d'emploi	Territoire						Total	
	CUQ		CUM		Autres régions			
	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)
Régulier	27 417	35,3	22 774	29,3	27 443	35,4	77 634	100
Occasionnel	7 888	28,6	9 863	35,8	9 806	35,6	27 557	100
Total	**35 305**	**33,6**	**32 637**	**31,0**	**37 249**	**35,4**	**105 191**	**100**

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, statistique générale, 2000.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 3

Répartition de l'effectif occasionnel des ministère et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000



Les ministères dont la plus forte concentration de l'effectif se trouvait à l'extérieur de la capitale (CUQ) sont les ministères du Revenu, de l'Emploi et de la solidarité, de la Sécurité publique, des Transports, de la Justice, des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, des Ressources naturelles, de l'Environnement, et de la Culture et des Communications. L'annexe II de ce document présente de façon détaillée le profil de localisation de l'effectif régulier et occasionnel de chacun des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000. Les données sont regroupées en fonction du ministre qui en assume la responsabilité.

2.3 La répartition géographique de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2000, les ministères regroupaient 49269 employés au total, soit 21075 (42,8%) dans la CUQ, 10662 (21,6%) dans la CUM et 17532 (35,6%) dans les autres régions. Les organismes gouvernementaux comptaient 55922 employés au total, soit 14230 (25,4%) dans la CUQ, 21975 (39,3%) dans la CUM et 19717 (35,3%) dans les autres régions (tableau 3, figures 4 et 5).

Figure 4

Répartition de l'effectif des ministères au 31 mars 2000

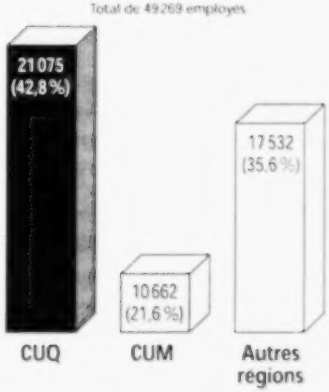


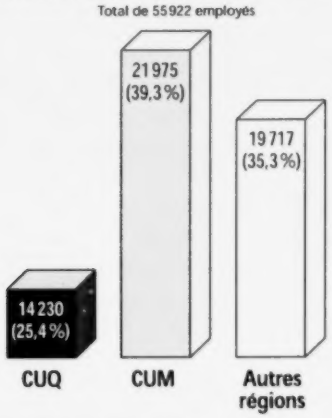
Tableau 3

Répartition de l'effectif entre les ministères et les organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Type	Territoire						Total	
	CUQ		CUM		Autres régions			
	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)
Ministères	21075	42,8	10662	21,6	17532	35,6	49269	100
Organismes	14230	25,4	21975	39,3	19717	35,3	55922	100
Total	**35305**	**33,6**	**32637**	**31**	**37249**	**35,4**	**105191**	**100**

Figure 5

Répartition de l'effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000



Note: Échelle verticale comprise entre 12000 et 22000.
Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

2.4 La répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi

Les informations recueillies durant la réalisation de cette étude permettent d'estimer la répartition du personnel d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux. Les regroupements de corps d'emploi retenus sont: le personnel de haute direction et l'ensemble du personnel d'encadrement.

Les données concernant spécifiquement le personnel de haute direction (personnes ayant statut de sous-ministres en titre, associés et adjoints, dirigeants d'organismes et membres de direction) des tableaux 4 et 5 proviennent uniquement du Service de l'information de gestion du Secrétariat du Conseil du trésor et ne tiennent compte que du personnel relevant de l'univers de la fonction publique.

Pour l'ensemble du personnel d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux (tableau 6), les données englobent la haute direction et les cadres des ministères, de même que le personnel d'encadrement tel qu'il est identifié par les répondants des 163 organismes gouvernementaux dans l'enquête de la Commission.

2.4.1 La répartition géographique des sous-ministres

Au 31 mars 2000, les 184 sous-ministres en titre, associés et adjoints étaient concentrés sur le territoire de la CUQ, soit 144 (78,2%), contre 18 (9,8%) dans la CUM et 22 (12%) dans les autres régions (tableau 4, figure 6).

Tableau 4

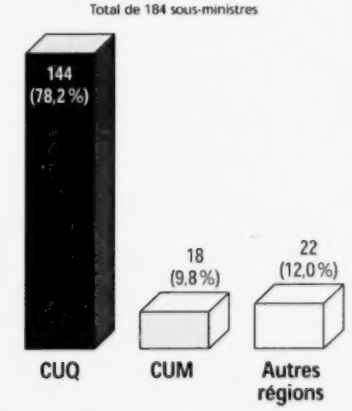
Répartition des sous-ministres au 31 mars 2000

Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	144	78,2
CUM	18	9,8
Autres régions	22	12
Total	**184**	**100**

Source: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 6

Répartition des sous-ministres au 31 mars 2000



Note: Échelle verticale comprise entre 10 et 150.
Source: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

2.4.2 La répartition géographique du personnel de haute direction

Au 31 mars 2000, le personnel de haute direction était majoritairement localisé dans la CUQ. Il était composé de 617 personnes, dont 313 (50,7%) dans la CUQ, 203 (32,9%) dans la CUM et 101 (16,4%) dans les autres régions (tableau 5, figure 7).

Tableau 5

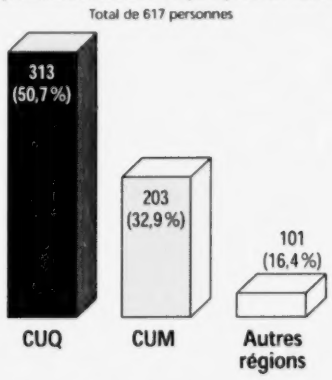
Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2000

Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	313	50,7
CUM	203	32,9
Autres régions	101	16,4
Total	**617**	**100**

Source: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 7

Répartition du personnel de haute direction publique au 31 mars 2000



Note: Échelle verticale comprise entre 80 et 350.
Source: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

2.4.3 La répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement

Au 31 mars 2000, l'ensemble du personnel d'encadrement répertorié dans l'étude comptait 6505 personnes au total, dont 2 260 (34,7%) dans la CUQ, 2201 (33,8%) dans la CUM et 2044 (31,4%) dans les autres régions (tableau 6, figure 8).

L'annexe III de ce document présente de façon détaillée le profil de localisation du personnel d'encadrement de chacun des ministères, entités administratives assimilées, fonds et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000.

Tableau 6

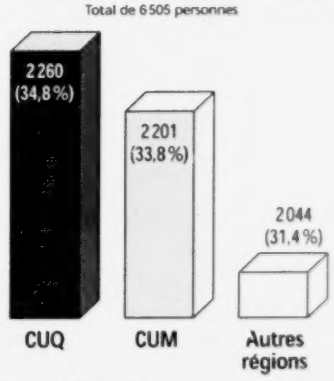
Répartition du personnel d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	2260	34,8
CUM	2201	33,8
Autres régions	2044	31,4
Total	**6505**	**100**

Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 8

Répartition de l'ensemble personnel d'encadrement au 31 mars 2000

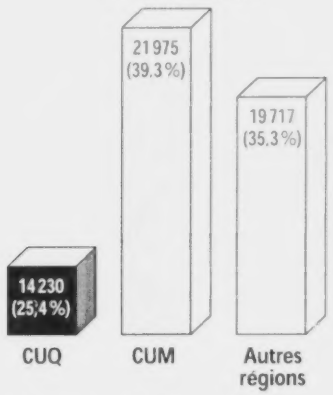


Note: Échelle verticale comprise entre 2000 et 2300.
Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 5

Répartition de l'effectif des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Total de 55 922 employés



Note : Échelle verticale comprise entre 12 000 et 22 000.
Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

2.4 La répartition géographique de l'effectif selon certains corps d'emploi

Les informations recueillies durant la réalisation de cette étude permettent d'estimer la répartition du personnel d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux. Les regroupements de corps d'emploi retenus sont : le personnel de haute direction et l'ensemble du personnel d'encadrement.

Les données concernant spécifiquement le personnel de haute direction (personnes ayant statut de sous-ministres en titre, associés et adjoints, dirigeants d'organismes et membres de direction) des tableaux 4 et 5 proviennent uniquement du Service de l'information de gestion du Secrétariat du Conseil du trésor et ne tiennent compte que du personnel relevant de l'univers de la fonction publique.

Pour l'ensemble du personnel d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux (tableau 6), les données englobent la haute direction et les cadres des ministères, de même que le personnel d'encadrement tel qu'il est identifié par les répondants des 163 organismes gouvernementaux dans l'enquête de la Commission.

2.4.1 La répartition géographique des sous-ministres

Au 31 mars 2000, les 184 sous-ministres en titre, associés et adjoints étaient concentrés sur le territoire de la CUQ, soit 144 (78,2 %), contre 18 (9,8 %) dans la CUM et 22 (12 %) dans les autres régions (tableau 4, figure 6).

Tableau 4

Répartition des sous-ministres au 31 mars 2000

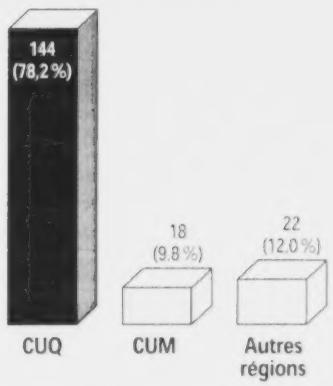
Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	144	78,2
CUM	18	9,8
Autres régions	22	12
Total	**184**	**100**

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 6

Répartition des sous-ministres au 31 mars 2000

Total de 184 sous-ministres



Note : Échelle verticale comprise entre 10 et 150.
Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

2.4.2 La répartition géographique du personnel de haute direction

Au 31 mars 2000, le personnel de haute direction était majoritairement localisé dans la CUQ. Il était composé de 617 personnes, dont 313 (50,7%) dans la CUQ, 203 (32,9%) dans la CUM et 101 (16,4%) dans les autres régions (tableau 5, figure 7).

Tableau 5

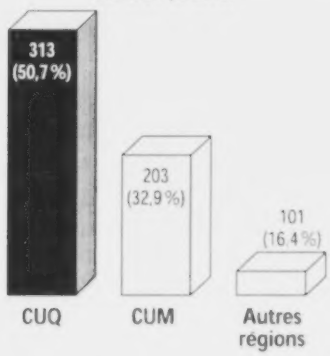
Répartition du personnel de haute direction (fonction publique) au 31 mars 2000

Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	313	50,7
CUM	203	32,9
Autres régions	101	16,4
Total	**617**	**100**

Figure 7

Répartition du personnel de haute direction publique au 31 mars 2000

Total de 617 personnes



2.4.3 La répartition géographique de l'ensemble du personnel d'encadrement

Au 31 mars 2000, l'ensemble du personnel d'encadrement répertorié dans l'étude comptait 6 505 personnes au total, dont 2 260 (34,7%) dans la CUQ, 2 201 (33,8%) dans la CUM et 2 044 (31,4%) dans les autres régions (tableau 6, figure 8).

L'annexe III de ce document présente de façon détaillée le profil de localisation du personnel d'encadrement de chacun des ministères, entités administratives assimilées, fonds et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000.

Tableau 6

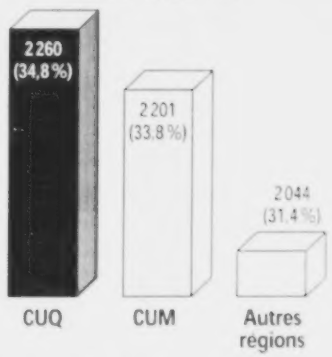
Répartition du personnel d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	2 260	34,8
CUM	2 201	33,8
Autres régions	2 044	31,4
Total	**6 505**	**100**

Figure 8

Répartition de l'ensemble personnel d'encadrement au 31 mars 2000

Total de 6 505 personnes



2.5 L'évolution de la répartition géographique de l'effectif

Il est important de préciser, au préalable, que la variation à la hausse ou à la baisse du volume de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux est due à différentes causes, comme le transfert de responsabilités d'un palier de gouvernement à un autre ou le changement de statut de certains organismes ou employés. Ainsi, de mars 1998 à mars 1999, l'arrivée, dans la fonction publique du Québec, de 1752 personnes provenant du gouvernement fédéral et de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre a fait augmenter d'autant le volume total de l'effectif des ministères et fonds de gestion concernés. D'autres facteurs interviennent également, tels la privatisation d'organismes, l'embauche de personnel, les départs à la retraite, etc. En fait, ce que les données sur l'effectif expriment, c'est avant tout la variation du nombre d'employés sur la liste de paie du gouvernement au 31 mars des années visées.

Du 31 mars 1998 au 31 mars 2000, l'effectif total des ministères et organismes gouvernementaux est passé de 99128 à 105191 personnes. Cela représente une hausse de 6063 personnes sur une période de deux ans, ou si l'on veut de 7,1%. Dans la CUM, le nombre d'employé est passé de 29383 au 31 mars 1998 à 32 637 au 31 mars 2000, une augmentation de 3254, ou 11%. Dans la CUQ, le nombre est passé de 32 242 à 35305, une augmentation de 3063, ou 9,5%, alors que dans les autres régions l'effectif est passé de 37503 à 37249, soit une légère baisse de 254 employés pour la même période.

Malgré la hausse d'effectif des deux dernières années, on constate que, par rapport à 1992[4], selon les mêmes paramètres méthodologiques, le volume total de l'effectif en 2000 compte 8572 employés de moins. L'effectif total des ministères et organismes du gouvernement du Québec est en effet passé de 113763 à 105191 personnes, entre 1992 et 2000. Cette baisse de 8572 employés, ou 7,5%, a affecté particulièrement la CUQ, avec une diminution de 4498, soit 52,5% de la réduction totale. L'augmentation observée depuis 1998 est due notamment au changement de statut de certains organismes, comme il a été indiqué plus haut, et à l'embauche d'occasionnels, qui est venue compenser, en partie, la réduction de personnel découlant du programme de départs volontaires à la retraite mis en œuvre durant cette période. Ce programme avait entraîné le départ de plus de 3500 personnes dans la fonction publique québécoise, dont environ 1500 dans la région de la capitale.

Tableau 7

Évolution et répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000

Territoire	Année										Variation	
	1992		1996		1997		1998		2000		1992-2000	
	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)
CUQ	39803	35,0	34205	32,8	32685	32,8	32242	32,5	35305	33,6	-4498	-11,3
CUM	34243	30,1	30593	29,3	29687	29,7	29383	29,6	32637	31	-1606	-4,7
Autres régions	39 717	34,9	39574	37,9	37421	37,5	37503	37,8	37249	35,4	-2468	-6,2
Total	**113763**	**100**	**104372**	**100**	**99793**	**100**	**99128**	**100**	**105191**	**100**	**-8572**	**-7,5**

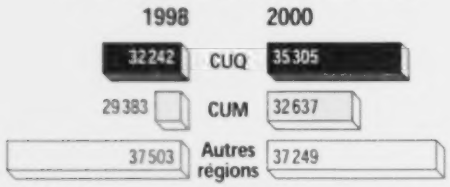
Sources: Secrétariat à la Capitale, 1993.
Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

4. Gouvernement du Québec, Secrétariat à la Capitale. *Évolution des effectifs des organismes gouvernementaux 1992-1993*, 1993.

Figure 9

Évolution et répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux du 31 mars 1998 au 31 mars 2000

Total de 99128 personnes en 1998 et de 105191 en 2000

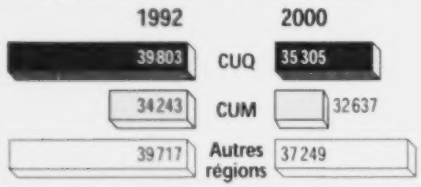


Note: Échelle horizontale comprise entre 28000 et 38000.
Sources: Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 10

Évolution et répartition de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000

Total de 113763 personnes en 1992 et de 105191 personnes en 2000



Note: Échelle horizontale comprise entre 30000 et 40000.
Sources: Secrétariat à la Capitale, 1993;
Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000 ;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

3. LES BUREAUX CENTRAUX DES MINISTÈRES ET LES SIÈGES SOCIAUX DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

3.1 La répartition géographique des bureaux centraux des ministères

En s'inspirant de la localisation des bureaux des sous-ministres et autre personnel d'encadrement, on peut estimer qu'au 31 mars 2000 les bureaux centraux des ministères se trouvaient pour la plupart sur le territoire de la CUQ. Les ministères de la Sécurité publique, de la Famille et de l'Enfance, du Revenu, de la Justice, des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, et du Travail avaient toutefois une concentration importante de leurs bureaux sur le territoire de la CUM (annexe I1).

3.2 La répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Les sièges sociaux des 163 organismes gouvernementaux répertoriés dans ce profil étaient pour leur part majoritairement situés sur le territoire de la CUQ, au 31 mars 2000. Leur localisation officielle était la suivante: 95 (58,3%) dans la CUQ, 57 (35%) dans la CUM, 11 (6,7%) dans les autres régions (tableau 8, figure 11).

L'annexe III de ce document présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000.

Tableau 8

Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

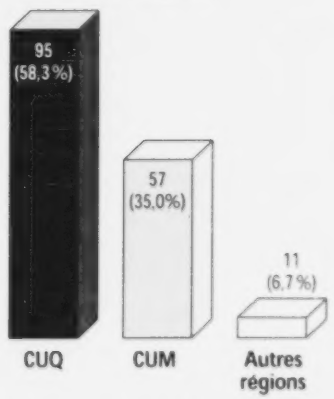
	Sièges sociaux	
Territoire	(nbre)	(%)
CUQ	95	58,3
CUM	57	35
Autres régions	11	6,7
Total	**163**	**100**

Sources: Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 11

Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Total de 163 organismes



Source: Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

3.3 La répartition géographique des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale

À la suite à l'adoption, par le gouvernement, de la *Politique relative à la capitale*, et plus précisément du *Cadre de référence sur la localisation des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux*, il apparaît pertinent d'effectuer un relevé de la répartition géographique des sièges sociaux des organismes dont la zone de rayonnement est nationale. Le *Cadre de référence* est un guide dont le gouvernement du Québec s'inspirera à l'avenir pour localiser les bureaux centraux des ministères et les sièges sociaux des organismes gouvernementaux. Ce qu'il propose est relativement simple. Sans s'appliquer d'une façon rétroactive, ce cadre prévoit que les fonctions centrales des ministères seront dorénavant exercées dans la capitale et que les organismes dont la zone de rayonnement est nationale seront à l'avenir localisés selon les règles suivantes: les organismes consultatifs (conseils et comités consultatifs), les organismes décisionnels (tribunaux administratifs et régies) et les organismes d'intermédiation (commissions) devront avoir leur siège social dans la capitale; les organismes de gestion (sociétés d'État et sociétés administratives) pourront avoir leur siège social ailleurs que dans la capitale, à l'exception des offices, qui devront avoir leur siège social dans la capitale.

Au 31 mars 2000, sur les 163 organismes répertoriés, on y dénombrait 136 dont la zone de rayonnement était nationale. Ils se répartissaient géographiquement de la façon suivante: 85 (62,5%) dans la CUQ, 45 (33,1%) dans la CUM, 6 (4,4%) dans les autres régions (tableau 9).

L'annexe IV de ce document présente de façon détaillée le profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000.

3.4 L'évolution de la répartition géographique de l'ensemble des sièges sociaux des organismes gouvernementaux

Au 31 mars 2000, la localisation officielle des 163 sièges sociaux des organismes gouvernementaux répertoriés était la suivante: 95 (58,3%) dans la CUQ, 57 (35%) dans la CUM et 11 (6,7%) dans les autres régions. Par rapport à 1998, il s'agit d'une baisse totale de 8 sièges sociaux: 13 de moins dans la CUQ, 4 de plus dans la CUM et 1 de plus dans les autres régions. Toutefois, depuis 1992, la CUQ a enregistré une augmentation à ce chapitre. Le nombre de sièges sociaux y est en effet passé de 89 à 95. La CUM a, pour sa part, connu une baisse de 2 sièges sociaux, et les autres régions ont connu une hausse de 1 siège social.

Ce solde net d'organismes gouvernementaux (et, par le fait même, de sièges sociaux) inscrits sur la liste de référence du Secrétariat aux emplois supérieurs est le résultat de facteurs divers. Ainsi, la diminution du nombre de sièges sociaux dans la CUQ, entre 1998 et 2000, est due notamment à certaines fusions d'organismes, qui n'ont conservé qu'un seul siège social (organismes fusionnés dans le Tribunal administratif), à l'intégration d'organismes dans un ministère ou un fonds (Société de développement de la main-d'œuvre du Québec, intégrée à Emploi-Québec), à la privatisation de certaines sociétés d'État (Société québécoise d'initiative pétrolière devenue SGF Chimie inc.) ou à l'abolition de certains organismes, comme le Comité d'admission à la pratique des sages-femmes.

Tableau 9

Répartition des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000

Catégorie	Type	Territoire			
		CUQ	CUM	Autres régions	Total
Organismes consultatifs	Conseils	15	4	0	19
	Sous-total (nbre)	**15**	**4**	**0**	**19**
	Sous-total (%)	**78,9**	**21,1**	**0**	**100**
Organismes décisionnels	Tribunaux administratifs	10	5	0	15
	Régies	9	11	1	21
	Sous-total (nbre)	**19**	**16**	**1**	**36**
	Sous-total (%)	**52,8**	**44,4**	**2,8**	**100**
Organismes de gestion	Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	4	0	0	4
	Sociétés d'assistance financière ou technique	7	4	0	11
	Sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances	7	0	1	8
	Sociétés de services	2	2	0	4
	Sociétés d'État	2	4	2	8
	Offices	10	10	2	22
	Sous-total (nbre)	**32**	**20**	**5**	**57**
	Sous-total (%)	**56,1**	**35,1**	**8,8**	**100**
Organismes d'intermédiation	Commissions	19	5	0	24
	Sous-total (nbre)	**19**	**5**	**0**	**24**
	Sous-total (%)	**79,2**	**20,8**	**0**	**100**
	Total (nbre)	**85**	**45**	**6**	**136**
	Total (%)	**62,5**	**33,1**	**4,4**	**100**

Note: Les comités consultatifs, les « autres organismes », les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus.
Source: Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

En somme, ce qui ressort de cette étude, essentiellement quantitative, c'est, notamment, que le nombre d'organismes gouvernementaux répertoriés par la Commission a diminué de mars 1998 à mars 2000 et qu'on observe peu de créations de nouveaux organismes strictement gouvernementaux et, par le fait même, peu de changement dans leur répartition entre la CUQ, la CUM et les autres régions.

L'annexe V de ce document énumère les modifications qui sont survenues dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 1998 et le 31 mars 2000 (tableau 10, figures 12 et 13).

Tableau 10

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000

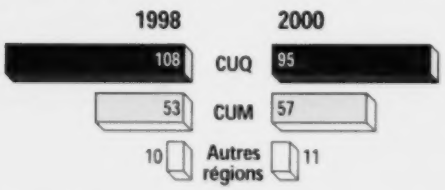
Territoire	Année										Variation	
	1992[1]		1996		1997		1998		2000		1992-2000	
	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)	(nbre)	(%)
CUQ	89	56,3	107	60,8	106	60,6	108	63,2	95	58,3	6	6,7
CUM	59	37,3	57	32,4	58	33,1	53	31	57	35,0	–2	–3,4
Autres régions	10	6,3	12	6,8	11	6,3	10	5,8	11	6,7	1	10,0
Total	**158**	**100**	**176**	**100**	**175**	**100**	**171**	**100**	**163**	**100**		

1. L'emplacement de 7 sièges sociaux était indéterminé, en 1992, dans l'étude du Secrétariat à la Capitale.
Sources: Secrétariat à la capitale, 1993;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 12

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1998 au 31 mars 2000

Total de 171 sièges sociaux en 1998 et de 163 sièges sociaux en 2000

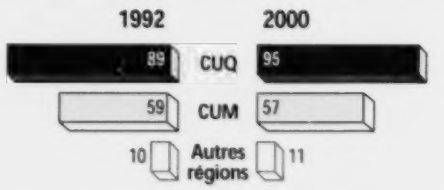


Source: Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 13

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000

Total de 158 sièges sociaux en 1992 et de 163 sièges sociaux au 31 mars 2000



1. L'emplacement de sept sièges sociaux était indéterminé, en 1992, dans l'étude du Secrétariat à la Capitale.
Sources: Secrétariat à la Capitale, 1993;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation: Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

ANNEXE 1
Questionnaire

RELEVÉ DE L'EFFECTIF DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, AU 31 MARS 2000

(effectif assujetti ou non à la Loi sur la fonction publique du Québec)

Identification

Apporter les corrections (s'il y a lieu)

Localisation du siège social de l'organisme (ville): _____

Année de création de l'organisme: _____

Répartition de l'effectif	**Nombre d'employés, au 31 mars 2000***		
	C.U.Q.	C.U.M.	Autres régions
Employés réguliers			
Employés occasionnels			
Effectif total			
Personnel d'encadrement à l'intérieur de l'effectif total**			

Nom de la personne répondante pour ce relevé	**Téléphone**
Commentaires (s'il y a lieu)	

Pour obtenir des informations supplémentaires et retourner le relevé (par la poste ou le télécopieur, avant le 20 juin 2000):

Monsieur Hervé Bélanger, analyste-conseil
Commission de la capitale nationale du Québec
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec)
G1R 5S9

Téléphone: (418) 528-0773
Télécopieur: (418) 528-0833

* Données ayant servi à émettre la dernière paie du mois de mars en 2000.

** Personnel ayant le statut de cadre, au sens de la Loi sur la fonction publique du Québec ou du règlement qui en tient lieu.

ANNEXE 2
Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

ANNEXE II

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000*

	Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Nom de l'organisme	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**
Ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, ministre des Affaires municipales et de la Métropole et ministre responsable des Aînés												
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	352	58	410	86	13	99	35	1	36	473	72	545
Agence métropolitaine de transport	0	0	0	21	19	40	0	0	0	21	19	40
Commission municipale du Québec	19	0	19	8	0	8	0	0	0	27	0	27
Conseil des aînés	4	2	6	0	0	0	0	0	0	4	2	6
Immobilière SHQ	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Régie du logement	20	0	20	110	11	121	72	8	80	202	19	221
Société d'habitation du Québec	268	54	322	51	4	55	0	0	0	319	58	377
Société du Palais des congrès de Montréal	0	0	0	94	89	183	0	0	0	94	89	183
Société Innovatech du Grand Montréal	0	0	0	7	22	29	0	0	0	7	22	29
Société québécoise d'assainissement des eaux	10	0	10	19	1	20	1	0	1	30	1	31
Ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre des Finances												
Ministère de l'Industrie et du Commerce	339	64	403	193	38	231	107	16	123	639	118	757
Ministère des Finances	571	103	674	1	2	3	0	1	1	572	106	678
Caisse de dépôt et placement du Québec	5	0	5	319	40	359	0	0	0	324	40	364
Centre de recherche industrielle du Québec	253	11	264	66	1	67	0	0	0	319	12	331
Commission des valeurs mobilières du Québec	0	0	0	158	3	161	0	0	0	158	3	161
Inspecteur général des institutions financières	252	1	253	34	1	35	0	0	0	286	2	288
Institut de la statistique du Québec	141	52	193	37	23	60	0	0	0	178	75	253
Investissement-Québec	61	11	72	171	19	190	41	1	42	273	31	304
Parc technologique du Québec métropolitain (organisme en coparticipation)	7	2	9	0	0	0	0	0	0	7	2	9
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6
Société de développement de la zone de commerce internationale de Montréal à Mirabel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société des alcools du Québec	534	577	1111	1789	1709	3498	0	0	0	2323	2286	4609
Société des loteries du Québec	22	5	27	578	87	665	21	1	22	621	93	714
Société d'Investissement Jeunesse (organisme en coparticipation)	0	0	0	1	1	2	0	0	0	1	1	2
Société du Centre des congrès de Québec	62	7	69	0	0	0	0	0	0	62	7	69
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	0	0	13	5	18	13	5	18
Société du parc industriel et portuaire Québec-sud (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société générale de financement du Québec	52	2	54	89	5	94	8	0	8	149	7	156
Société Innovatech du sud du Québec	0	0	0	0	0	0	5	0	5	5	0	5
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	12	0	12	0	0	0	0	0	0	12	0	12
Société Innovatech régions ressources	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6
Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

*Note : Des précisions sont données sur les organismes dans les notes en marge de l'annexe 6

ANNEXE II (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Nom de l'organisme	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**
Ministre de la Solidarité sociale												
Ministère de la Solidarité sociale	933	551	1484	179	303	482	1203	1294	2497	2315	2148	4463
Comité de désignation des arbitres (régimes complémentaires de retraite)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (organisme conjoint)	5	1	6	0	0	0	11	0	11	16	1	17
Régie des installations olympiques	0	0	0	165	302	467	0	0	0	165	302	467
Régie des rentes du Québec	658	212	870	85	68	153	18	10	28	761	290	1051
Ministre d'État au Travail et à l'Emploi, ministre du Travail et ministre responsable de l'Emploi												
Ministère du Travail	151	23	174	121	13	134	0	0	0	272	36	308
Bureau d'évaluation médicale	4	1	5	10	2	12	0	0	0	14	3	17
Commissaire de l'industrie de la construction	4	0	4	6	0	6	0	0	0	10	0	10
Commission de la construction du Québec	53	16	69	474	94	568	92	24	116	619	134	753
Commission de la santé et de la sécurité du travail	984	234	1218	754	285	1039	1177	473	1650	2915	992	3907
Commission de l'équité salariale	29	5	34	7	0	7	0	0	0	36	5	41
Commission des lésions professionnelles	86	16	102	137	25	162	171	13	184	394	54	448
Commission des normes du travail	156	25	181	143	27	170	100	17	117	399	69	468
Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	2	3	5	0	0	0	2	3	5
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	0	0	6	1	7	0	0	0	6	1	7
Conseil des services essentiels	3	0	3	21	3	24	0	0	0	24	3	27
Institut de recherche en santé et en sécurité du travail	0	0	0	138	0	138	0	0	0	138	0	138
Régie du bâtiment du Québec	74	21	95	102	16	118	170	75	245	346	112	458
Ministre des Ressources naturelles												
Ministère des Ressources naturelles	1081	270	1351	51	2	53	842	139	981	1974	411	2385
Agence de l'efficacité énergétique	22	5	27	0	0	0	0	0	0	22	5	27
Hydro-Québec	1188	199	1387	5911	1220	7131	10239	1793	12032	17338	3212	20550
Régie de l'énergie	1	0	1	57	9	66	0	0	0	58	9	67
Société de développement de la Baie James	0	0	0	0	0	0	35	37	72	35	37	72
Société Eeyou de la Baie James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3	0	3
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation												
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Agriculture	711	59	770	44	3	47	1118	220	1338	1873	282	2155
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	1	3	2	1	3
Commission de protection du territoire agricole du Québec	60	4	64	0	0	0	47	2	49	107	6	113
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régie des assurances agricoles du Québec	1	0	1	0	0	0	244	70	314	245	70	315
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	11	3	14	26	0	26	2	0	2	39	3	42
Société de financement agricole	125	4	129	0	0	0	159	21	180	284	25	309

ANNEXE II (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Nom de l'organisme	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**
Ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse et ministre de l'Éducation												
Ministère de l'Éducation	1075	113	1188	131	7	138	121	5	126	1327	125	1452
Comité catholique du conseil supérieur de l'éducation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité de révision sur la langue d'enseignement	2	1	3	0	0	0	0	0	0	2	1	3
Comité d'examen des demandes dérogatoires (aide financière aux étudiants)	6	1	7	0	0	0	0	0	0	6	1	7
Comité protestant du conseil supérieur de l'éducation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission consultative de l'enseignement privé	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	28	0	28	0	0	0	0	0	0	28	0	28
Conseil permanent de la jeunesse	6	3	9	0	0	0	0	0	0	6	3	9
Conseil supérieur de l'éducation	22	2	24	5	0	5	0	0	0	27	2	29
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	0	0	127	107	234	0	0	0	127	107	234
Ministre de l'Environnement, ministre responsable de la région de la capitale nationale et ministre du Revenu												
Ministère de l'Environnement	856	151	1007	79	6	85	538	117	655	1473	274	1747
Ministère du Revenu	1817	821	2638	1053	1091	2144	832	532	1364	3702	2444	6146
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	43	14	57	1	1	2	0	0	0	44	15	59
Comité d'évaluation (qualité de l'environnement de la Baie James) (organisme conjoint)	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Comité d'examen (qualité de l'environnement de la Baie James) (organisme conjoint)	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Commission de la capitale nationale du Québec	23	9	32	0	0	0	0	0	0	23	9	32
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Société québécoise de récupération et de recyclage	6	1	7	27	3	30	0	0	0	33	4	37
	0			0			0	0	0	0		
Ministre de la Culture et des Communications												
Ministère de la Culture et des Communications	378	100	478	102	85	187	126	98	224	606	283	889
Bibliothèque nationale du Québec	0	0	0	106	27	133	0	0	0	106	27	133
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
Commission des biens culturels du Québec	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4
Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil des arts et des lettres du Québec	25	4	29	24	5	29	0	0	0	49	9	58
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	45	58	103	29	75	104	34	88	122	108	221	329
Grande Bibliothèque du Québec	0	0	0	15	0	15	0	0	0	15	0	15
Musée d'Art contemporain de Montréal	0	0	0	73	28	101	0	0	0	73	28	101
Musée de la civilisation	136	80	216	0	0	0	0	0	0	136	80	216
Musée des beaux-arts de Montréal (organisme en coparticipation)	0	0	0	171	36	207	0	0	0	171	36	207

ANNEXE II (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Nom de l'organisme	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**
Musée du Québec	104	22	126	0	0	0	0	0	0	104	22	126
Régie du cinéma	0	0	0	51	0	51	0	0	0	51	0	51
Société de développement des entreprises culturelles	7	0	7	74	20	94	0	0	0	81	20	101
Société de la Place des Arts de Montréal	0	0	0	60	39	99	0	0	0	60	39	99
Société de télédiffusion du Québec	8	6	14	267	42	309	26	12	38	301	60	361
Société du Grand Théâtre de Québec	35	180	215	0	0	0	0	0	0	35	180	215
Ministre de la Justice, ministre responsable de la Condition féminine et ministre responsable de l'application des lois professionnelles												
Ministère de la Justice	777	168	945	721	372	1093	947	406	1353	2445	946	3391
Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission des services juridiques	0	0	0	52	8	60	0	0	0	52	8	60
Conseil de la justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
Conseil du statut de la femme	35	4	39	4	1	5	16	2	18	55	7	62
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
Office des professions du Québec	31	7	38	1	0	1	0	0	0	32	7	39
Ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
Société québécoise d'information juridique	0	0	0	80	8	88	0	0	0	80	8	88
Tribunal administratif du Québec	109	23	132	118	15	133	0	0	0	227	38	265
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	2	1	3	0	0	0	2	1	3
Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunal du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre de la Famille et de l'Enfance												
Ministère de la Famille et de l'Enfance	50	19	69	202	109	311	1	0	1	253	128	381
Ministère de la Santé et des Services sociaux	598	68	666	35	4	39	0	0	0	633	72	705
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	2	0	2	8	0	8	0	0	0	10	0	10
Comité de revue de l'utilisation des médicaments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
Comités de révision de l'assurance-maladie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commissaire aux plaintes en matière de santé et des services sociaux	3	2	5	5	3	8	0	0	0	8	5	13
Conseil consultatif de pharmacologie	10	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	10
Conseil de la famille et de l'enfance	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
Conseil de la santé et du bien-être	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6
Conseil médical du Québec	4	3	7	0	0	0	0	0	0	4	3	7
Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Corporation d'hébergement du Québec	35	13	48	1	2	3	0	0	0	36	15	51

ANNEXE II (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Nom de l'organisme	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain	0	0	0	790	441	1231	0	0	0	790	441	1231
Héma-Québec	209	106	315	449	257	706	0	0	0	658	363	1021
Institut national de Santé publique du Québec	64	29	93	1	2	3	0	0	0	65	31	96
Office des personnes handicapées du Québec	10	2	12	11	4	15	95	31	126	116	37	153
Régie de l'assurance-maladie du Québec	944	182	1126	84	41	125	0	0	0	1028	223	1251
Ministre de la Sécurité publique												
Ministère de la Sécurité publique	1019	198	1217	1237	116	1353	1201	130	1331	3457	444	3901
Comité de déontologie policière	13	0	13	7	0	7	0	0	0	20	0	20
Commissaire à la déontologie policière	21	1	22	10	7	17	0	0	0	31	8	39
Commission québécoise des libérations conditionnelles	16	0	16	12	1	13	0	0	0	28	1	29
Coroner (Bureau du)	24	9	33	14	4	18	0	0	0	38	13	51
Institut de police du Québec	0	0	0	0	0	0	100	215	315	100	215	315
Régie des alcools, des courses et des jeux	62	24	86	77	55	132	0	9	9	139	88	227
Sûreté du Québec (employés civils)	79	15	94	617	302	919	435	89	524	1131	406	1537
Ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et Président du Conseil du trésor												
Fonds	2955	1011	3966	1646	917	2563	3669	1238	4907	8270	3166	11436
Conseil du trésor	617	297	914	26	83	109	18	100	118	661	480	1141
Comité de réexamen (régime de retraite des élus municipaux)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comités de réexamen (régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	362	135	497	0	0	0	0	0	0	362	135	497
Commission de la fonction publique et comité d'appel	32	1	33	0	0	0	0	0	0	32	1	33
Société immobilière du Québec	362	27	389	176	27	203	67	15	82	605	69	674
Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration												
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	109	52	161	661	468	1129	171	96	267	941	616	1557
Commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission d'accès à l'information	35	3	38	6	1	7	0	0	0	41	4	45
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	10	1	11	102	9	111	27	2	29	139	12	151
Conseil des relations interculturelles	0	0	0	6	0	6	0	0	0	6	0	6
Curateur public	30	24	54	186	167	353	34	49	83	250	240	490
Office de la protection du consommateur	48	1	49	40	0	40	26	0	26	114	1	115

ANNEXE II (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Nom de l'organisme	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**
Ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française												
Ministère des Relations internationales	304	39	343	27	3	30	44	1	45	375	43	418
Agence Québec / Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse (organisme conjoint)	0	0	0	5	2	7	0	0	0	5	2	7
Commission de protection de la langue française	0	0	0	16	2	18	0	0	0	16	2	18
Commission de toponymie	21	0	21	0	0	0	0	0	0	21	0	21
Conseil de la langue française	18	0	18	1	0	1	0	0	0	19	0	19
Office de la langue française	65	13	78	124	5	129	13	0	13	202	18	220
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (organisme conjoint)	0	0	0	23	6	29	0	0	0	23	6	29
Ministre des Transports et ministre responsable de la Faune et des Parcs												
Ministère des Transports	955	148	1103	278	127	405	1462	604	2066	2695	879	3574
Commission des transports du Québec	54	18	72	72	16	88	0	0	0	126	34	160
Fondation de la faune du Québec	12	5	17	0	0	0	0	0	0	12	5	17
Société de la faune et des parcs du Québec	261	20	281	2	0	2	560	59	619	823	79	902
Société de l'assurance automobile du Québec	1609	260	1869	163	197	360	592	281	873	2364	738	3102
Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)	76	330	406	9	29	38	94	1318	1412	179	1677	1856
Société des traversiers du Québec	114	25	139	0	0	0	174	72	246	288	97	385
Premier ministre												
Ministère du Conseil exécutif	303	47	350	4	3	7	11	0	11	318	50	368
Comité de suivi des décisions du Sommet sur l'économie et l'emploi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil de l'Ordre national du Québec (Secrétariat du)	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Président de l'Assemblée nationale												
Assemblée nationale	296	302	598	1	0	1	1	0	1	298	302	600
Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Commission de la représentation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil du référendum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Directeur général des élections	133	43	176	4	1	5	0	0	0	137	44	181
Fondation Jean-Charles Bonenfant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Protecteur du citoyen	57	1	58	25	1	26	0	0	0	82	2	84
Vérificateur général	150	4	154	45	3	48	0	0	0	195	7	202
Ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie												
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	74	14	88	14	5	19	0	0	0	88	19	107
Conseil de la science et de la technologie	12	0	12	2	0	2	0	0	0	14	0	14
Conseil d'évaluation des technologies de la santé	0	0	0	10	0	10	0	0	0	10	0	10
Conseil québécois de la recherche sociale	10	0	10	3	0	3	0	0	0	13	0	13
Fonds de la recherche en santé du Québec	0	0	0	21	1	22	0	0	0	21	1	22
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	33	10	43	0	0	0			0	33	10	43

ANNEXE II (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Nom de l'organisme	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**	**Régulier**	**Occasionnel**	**Total**
Ministre des Régions												
Ministère des Régions	58	20	78	0	0	0	72	15	87	130	35	165
Total	27417	7888	35305	22774	9863	32637	27443	9806	37249	77634	27557	105191

Localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000	**Nombre**	**Proportion**
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	35305	33,6%
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	32637	31%
Autres régions	37249	35,4%
Total	**105191**	**100%**

ANNEXE 3
Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000

ANNEXE III

Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000

Nom de l'organisme	Communauté urbaine de Québec	Communauté urbaine de Montréal	Autres régions	Le Québec	Siège social
Ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, ministre des Affaires municipales et de la Métropole et ministre responsable des Aînés					
Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	40	15	0	55	
Agence métropolitaine de transport	0	6	0	6	CUM
Commission municipale du Québec	11	6	0	17	CUQ
Conseil des aînés	1	0	0	1	CUQ
Immobilière SHQ	1	0	0	1	CUQ
Régie du logement	0	3	1	4	CUM
Société d'habitation du Québec	18	1	0	19	CUQ
Société du Palais des congrès de Montréal	0	11	0	11	CUM
Société Innovatech du Grand Montréal	0	5	0	5	CUM
Société québécoise d'assainissement des eaux	1	4	0	5	CUM
Ministre d'État à l'Économie et aux Finances, ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre des Finances					
Ministère de l'Industrie et du Commerce	37	16	13	66	
Ministère des Finances	77	0	0	77	
Caisse de dépôt et placement du Québec	1	47	0	48	CUQ
Centre de recherche industrielle du Québec	16	3	0	19	CUQ
Commission des valeurs mobilières du Québec	0	18	0	18	CUM
Inspecteur général des institutions financières	18	2	0	20	CUQ
Institut de la statistique du Québec	12	2	0	14	CUQ
Investissement-Québec	5	19	2	26	CUQ
Parc technologique du Québec métropolitain (organisme en coparticipation)	1	0	0	1	CUQ
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	1	0	0	1	CUQ
Société de développement de la zone de commerce internationale de Montréal à Mirabel	0	0	0	0	Autres régions
Société des alcools du Québec	131	364	0	495	CUM
Société des loteries du Québec	4	94	7	105	CUM
Société d'Investissement Jeunesse (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	CUM
Société du Centre des congrès de Québec	9	0	0	9	CUQ
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	4	4	Autres régions
Société du parc industriel et portuaire Québec-sud (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	Autres régions
Société générale de financement du Québec	1	–	0	1	CUM

ANNEXE III (suite)

Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000

Nom de l'organisme	Communauté urbaine de Québec	Communauté urbaine de Montréal	Autres régions	Le Québec	Siège social
Société Innovatech du sud du Québec	0	0	3	3	Autres régions
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	3	0	0	3	CUQ
Société Innovatech régions ressources	5	0	0	5	CUQ
Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	CUM
Ministre de la Solidarité sociale					
Ministère de la Solidarité sociale	66	11	109	186	
Comité de désignation des arbitres (régimes complémentaires de retraite)	0	0	0	0	CUQ
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (organisme conjoint)	1	0	1	2	CUQ
Régie des installations olympiques	0	22	0	22	CUM
Régie des rentes du Québec	35	4	0	39	CUQ
Ministre d'État au Travail et à l'Emploi, ministre du Travail et ministre responsable de l'Emploi					
Ministère du Travail	8	9	0	17	
Bureau d'évaluation médicale	1	1	0	2	CUQ
Commissaire de l'industrie de la construction	1	0	0	1	CUQ
Commission de la construction du Québec	5	71	10	86	CUM
Commission de la santé et de la sécurité du travail	63	42	65	170	CUQ
Commission de l'équité salariale	3	2	0	5	CUQ
Commission des lésions professionnelles	2	3	0	5	CUQ
Commission des normes du travail	14	4	7	25	CUQ
Commission des partenaires du marché du travail	0	1	0	1	CUM
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	2	0	2	CUM
Conseil des services essentiels	1	3	0	4	CUM
Institut de recherche en santé et en sécurité du travail	0	12	0	12	CUM
Régie du bâtiment du Québec	6	6	15	27	CUM
Ministre des Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles	84	2	57	143	
Agence de l'efficacité énergétique	3	0	0	3	CUQ
Hydro-Québec	88	558	779	1425	CUM
Régie de l'énergie	0	6	0	6	CUM
Société de développement de la Baie James	0	0	5	5	Autres régions
Société Eeyou de la Baie James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	CUQ
Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	Autres régions

ANNEXE III (suite)

Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000

Nom de l'organisme	Communauté urbaine de Québec	Communauté urbaine de Montréal	Autres régions	Le Québec	Siège social
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation					
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Agriculture	53	5	57	115	
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	Autres régions
Commission de protection du territoire agricole du Québec	3	0	2	5	CUQ
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	CUQ
Régie des assurances agricoles du Québec	0	0	17	17	Autres régions
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1	1	0	2	CUM
Société de financement agricole	8	0	12	20	CUQ
Ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse et ministre de l'Éducation					
Ministère de l'Éducation	84	10	9	103	
Comité catholique du conseil supérieur de l'éducation	0	0	0	0	CUM
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	CUM
Comité de révision sur la langue d'enseignement	0	0	0	0	CUQ
Comité d'examen des demandes dérogatoires (aide financière aux étudiants)	0	0	0	0	CUQ
Comité protestant du conseil supérieur de l'éducation	0	0	0	0	CUM
Commission consultative de l'enseignement privé	0	0	0	0	CUQ
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1	0	0	1	CUQ
Conseil permanent de la jeunesse	2	0	0	2	CUQ
Conseil supérieur de l'éducation	0	2	0	2	CUQ
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	9	0	9	CUM
Ministre de l'Environnement, ministre responsable de la région de la capitale nationale et ministre du Revenu					
Ministère de l'Environnement	52	4	27	83	
Ministère du Revenu	121	92	68	281	
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	3	0	0	3	CUQ
Comité d'évaluation	0	0	0	0	CUQ
Comité d'examen (qualité de l'environnement de la Baie James) (organisme conjoint)	0	0	0	0	CUQ
Commission de la capitale nationale du Québec	4	0	0	4	CUQ
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	0	0	0	0	Autres régions
Société québécoise de récupération et de recyclage	1	3	0	4	CUQ
				0	

ANNEXE III (suite)

Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000

Nom de l'organisme	Communauté urbaine de Québec	Communauté urbaine de Montréal	Autres régions	Le Québec	Siège social
Ministre de la Culture et des Communications					
Ministère de la Culture et des Communications	45	5	13	63	
Bibliothèque nationale du Québec	0	4	0	4	CUM
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	1	0	1	CUM
Commission des biens culturels du Québec	0	0	0	0	CUQ
Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	CUQ
Conseil des arts et des lettres du Québec	3	2	0	5	CUQ
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	4	2	4	10	CUQ
Grande Bibliothèque du Québec	0	9	0	9	CUM
Musée d'Art contemporain de Montréal	0	8	0	8	CUM
Musée de la civilisation	11	0	0	11	CUQ
Musée des beaux-arts de Montréal (organisme en coparticipation)	0	19	0	19	CUM
Musée du Québec	7	0	0	7	CUQ
Régie du cinéma	0	4	0	4	CUM
Société de développement des entreprises culturelles	1	8	0	9	CUM
Société de la Place des Arts de Montréal	0	8	0	8	CUM
Société de télédiffusion du Québec	0	26	0	26	CUM
Société du Grand Théâtre de Québec	7	0	0	7	CUQ
Ministre de la Justice, ministre responsable de la Condition féminine et ministre responsable de l'application des lois professionnelles					
Ministère de la Justice	57	31	45	133	
Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	CUM
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	CUQ
Commission des services juridiques	0	4	0	4	CUM
Conseil de la justice administrative	0	0	0	0	CUQ
Conseil de la magistrature	1	0	0	1	CUQ
Conseil du statut de la femme	4	0	0	4	CUQ
Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	0	CUM
Office des professions du Québec	5	0	0	5	CUQ
Ordre des sages-femmes du Québec	0	1	0	1	CUM
Société québécoise d'information juridique	0	4	0	4	CUM
Tribunal administratif du Québec	9	3	0	12	CUQ
Tribunal des droits de la personne	0	0	0	0	CUM
Tribunal des professions	0	0	0	0	CUM
Tribunal du travail	0	0	0	0	CUM

ANNEXE III (suite)

Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000

Nom de l'organisme	Communauté urbaine de Québec	Communauté urbaine de Montréal	Autres régions	Le Québec	Siège social
Ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre de la Famille et de l'Enfance					
Ministère de la Famille et de l'Enfance	7	9		16	
Ministère de la Santé et des Services sociaux	53	3		56	
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	0	2	0	2	CUQ
Comité de revue de l'utilisation des médicaments	0	0	0	0	CUQ
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	1	0	1	CUM
Comités de révision de l'assurance-maladie	0	0	0	0	CUQ
Commissaire aux plaintes en matière de santé et des services sociaux	0	0	0	0	CUM
Conseil consultatif de pharmacologie	0	0	0	0	CUQ
Conseil de la famille et de l'enfance	1	0	0	1	CUQ
Conseil de la santé et du bien-être	1	0	0	1	CUQ
Conseil médical du Québec	0	0	0	0	CUQ
Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie	0	0	0	0	CUQ
Corporation d'hébergement du Québec	8	0	0	8	CUQ
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain	0	81	0	81	CUM
Héma-Québec	20	88	0	108	CUM
Institut national de Santé publique du Québec	6	0	0	6	CUQ
Office des personnes handicapées du Québec	0	0	5	5	Autres régions
Régie de l'assurance-maladie du Québec	63	2	0	65	CUQ
Ministre de la Sécurité publique					
Ministère de la Sécurité publique	74	93	110	277	
Comité de déontologie policière	3	4	0	7	CUQ
Commissaire à la déontologie policière	2	0	0	2	CUQ
Commission québécoise des libérations conditionnelles	4	6	0	10	CUQ
Coroner (Bureau du)	2	1	0	3	CUQ
Institut de police du Québec	0	0	19	19	Autres régions
Régie des alcools, des courses et des jeux	3	2	0	5	CUQ
Sûreté du Québec (employés civils)	3	33	9	45	CUM
Ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et Président du Conseil du trésor					
Fonds	185	88	229	502	
Conseil du trésor	76	1	0	77	
Comité de réexamen (régime de retraite des élus municipaux)	0	0	0	0	CUQ
Comités de réexamen (régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels)	0	0	0	0	CUQ

ANNEXE III (suite)

Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000

Nom de l'organisme	Communauté urbaine de Québec	Communauté urbaine de Montréal	Autres régions	Le Québec	Siège social
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	19	0	0	19	CUQ
Commission de la fonction publique et comité d'appel	4	0	0	4	CUQ
Société immobilière du Québec	23	12	6	41	CUQ
Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration					
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	9	43	10	62	
Commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole	0	0	0	0	CUQ
Commission d'accès à l'information	4	2	0	6	CUQ
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	1	9	0	10	CUM
Conseil des relations interculturelles	0	0	0	0	CUM
Curateur public	2	14	2	18	CUM
Office de la protection du consommateur	2	3	5	10	CUQ
Ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française					
Ministère des Relations internationales	38	4	19	61	
Agence Québec / Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse (organisme conjoint)	0	1	0	1	CUM
Commission de protection de la langue française	0	2	0	2	CUM
Commission de toponymie	1	0	0	1	CUQ
Conseil de la langue française	1	0	0	1	CUQ
Office de la langue française	4	6	0	10	CUM
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (organisme conjoint)	0	3	0	3	CUM
Ministre des Transports et ministre responsable de la Faune et des Parcs					
Ministère des Transports	73	17	123	213	
Commission des transports du Québec	3	3	0	6	CUM
Fondation de la faune du Québec	1	0	0	1	CUQ
Société de la faune et des parcs du Québec	19	0	56	75	CUQ
Société de l'assurance automobile du Québec	100	11	46	157	CUQ
Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)	23	2	50	75	CUQ
Société des traversiers du Québec	9	0	3	12	CUQ
Premier ministre					
Ministère du Conseil exécutif	68	1	4	73	
Comité de suivi des décisions du Sommet sur l'économie et l'emploi	0	0	0	0	CUQ
Conseil de l'Ordre national du Québec (Secrétariat du)	0	0	0	0	CUQ

ANNEXE III (suite)

Profil de localisation du personnel d'encadrement (ministères et organismes) et des sièges sociaux (organismes) au 31 mars 2000

Nom de l'organisme	Communauté urbaine de Québec	Communauté urbaine de Montréal	Autres régions	Le Québec	Siège social
Président de l'Assemblée nationale					
Assemblée nationale	27	0	0	27	
Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	CUQ
Commission de la représentation	0	0	0	0	CUQ
Conseil du référendum	0	0	0	0	CUQ
Directeur général des élections	12	0	0	12	CUQ
Fondation Jean-Charles Bonenfant	0	0	0	0	CUQ
Protecteur du citoyen	11	3	0	14	CUQ
Vérificateur général	15	5	0	20	CUQ
Ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie					
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	8	2	0	10	
Conseil de la science et de la technologie	1	0	0	1	CUQ
Conseil d'évaluation des technologies de la santé	0	1	0	1	CUM
Conseil québécois de la recherche sociale	1	0	0	1	CUQ
Fonds de la recherche en santé du Québec	0	3	0	3	CUM
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	2	0	0	2	CUQ
Ministre des Régions					
Ministère des Régions	7	0	16	23	
Total	2260	2201	2044	6505	

Localisation de l'effectif d'encadrement des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000	**Nombre**	**Pourcentage**
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	2260	34,8%
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	2201	33,8%
Autres régions	2044	31,4%
Total	**6505**	**100%**
Localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000	**Nombre**	**Pourcentage**
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	95	58,3%
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	57	35%
Autres régions	11	6,7%
Total	**163**	**100%**

ANNEXE 4
Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000

ANNEXE IV

Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 1: ORGANISMES CONSULTATIFS	
Conseils	
La fonction dominante des conseils est la consultation.	
Comité consultatif sur la Loi électorale	CUQ
Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	CUM
Commission consultative de l'enseignement privé	CUQ
Commission des biens culturels du Québec	CUQ
Commission des partenaires du marché du travail	CUM
Conseil consultatif de la lecture et du livre	CUQ
Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	CUM
Conseil de la famille et de l'enfance	CUQ
Conseil de la justice administrative	CUQ
Conseil de la langue française	CUQ
Conseil de la santé et du bien-être	CUQ
Conseil de la science et de la technologie	CUQ
Conseil de l'Ordre national du Québec	CUQ
Conseil des aînés	CUQ
Conseil des relations interculturelles	CUM
Conseil du statut de la femme	CUQ
Conseil médical du Québec	CUQ
Conseil permanent de la jeunesse	CUQ
Conseil supérieur de l'éducation	CUQ
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**15**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**4**
Autres régions	**0**
Sous-total	**19**
CATÉGORIE 2: ORGANISMES DÉCISIONNELS	
Tribunaux administratifs	
La fonction dominante des tribunaux administratifs est la fonction juridictionnelle.	
Comité de déontologie policière	CUQ
Comité de révision de l'aide juridique	CUM
Comité de révision sur la langue d'enseignement	CUQ
Commissaire de l'industrie de la construction	CUQ
Commission d'accès à l'information	CUQ
Commission de la fonction publique et comité d'appel	CUQ
Commission de protection de la langue française	CUM
Commission des lésions professionnelles	CUQ
Commission municipale du Québec	CUQ
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	CUQ
Conseil du référendum	CUQ

ANNEXE IV (suite)

Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
Tribunal administratif du Québec	CUQ
Tribunal des droits de la personne	CUM
Tribunal des professions	CUM
Tribunal du travail	CUM
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**10**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**5**
Autres régions	**0**
Sous-total	**15**
Régies	
La fonction dominante des régies est la régulation.	
Bureau d'accréditation des pêcheurs et aides-pêcheurs du Québec	Autres régions
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	CUM
Commission de la construction du Québec	CUM
Commission de la représentation	CUQ
Commission de protection du territoire agricole du Québec	CUQ
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	CUM
Commission de toponymie	CUQ
Commission des normes du travail	CUQ
Commission des transports du Québec	CUM
Commission des valeurs mobilières du Québec	CUM
Directeur général des élections	CUQ
Inspecteur général des institutions financières	CUQ
Office de la langue française	CUM
Office de la protection du consommateur	CUQ
Office des professions du Québec	CUQ
Régie de l'énergie	CUM
Régie des alcools, des courses et des jeux	CUQ
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	CUM
Régie du bâtiment du Québec	CUM
Régie du cinéma	CUM
Régie du logement	CUM
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**9**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**11**
Autres régions	**1**
Sous-total	**21**

ANNEXE IV (suite)

Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
CATÉGORIE 3: ORGANISMES DE GESTION	
Sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement	
La fonction dominante des sociétés d'aménagement ou de gestion d'équipement est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Commission de la capitale nationale du Québec	CUQ
Corporation d'hébergement du Québec	CUQ
Société des traversiers du Québec	CUQ
Société immobilière du Québec	CUQ
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**4**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**0**
Autres régions	**0**
Sous-total	**4**
Sociétés d'assistance financière ou technique	
La fonction dominante des sociétés d'assistance financière ou technique est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Centre de recherche industrielle du Québec	CUQ
Fondation de la faune du Québec	CUQ
Immobilière SHQ	CUQ
Investissement-Québec	CUQ
Société d'habitation du Québec	CUQ
Société d'Investissement Jeunesse (organisme en coparticipation)	CUM
Société de développement des entreprises culturelles	CUM
Société de financement agricole	CUQ
Société de la faune et des parcs du Québec	CUQ
Société nationale du cheval de course	CUM
Société québécoise d'assainissement des eaux	CUM
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**7**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**4**
Autres régions	**0**
Sous-total	**11**
Sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances	
La fonction dominante de sociétés de gestion de régimes de retraite ou d'assurances est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	CUQ
Commission de la santé et de la sécurité du travail	CUQ
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	CUQ
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	CUQ
Régie de l'assurance-maladie du Québec	CUQ
Régie des assurances agricoles du Québec	Autres régions
Régie des rentes du Québec	CUQ
Société de l'assurance automobile du Québec	CUQ
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**7**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**0**
Autres régions	**1**
Sous-total	**8**

ANNEXE IV (suite)

Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
Sociétés de services	
La fonction dominante des sociétés de services est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Curateur public	CUM
Société de télédiffusion du Québec	CUM
Société québécoise d'information juridique	CUM
Société québécoise de récupération et de recyclage	CUQ
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**1**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**3**
Autres régions	**0**
Sous-total	**4**
Sociétés d'État	
La fonction dominante des sociétés d'État est la gestion de nature commerciale, financière ou industrielle.	
Caisse de dépôt et placement du Québec	CUQ
Hydro-Québec	CUM
Société de développement de la Baie James	Autres régions
Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)	CUQ
Société des alcools du Québec	CUM
Société des loteries du Québec	CUM
Société générale de financement du Québec	CUM
Société nationale de l'amiante	Autres régions
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**2**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**4**
Autres régions	**2**
Sous-total	**8**
Offices	
La fonction dominante des offices est la gestion de nature autre que commerciale, financière ou industrielle.	
Agence Québec / Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse (organisme conjoint)	CUM
Bibliothèque nationale du Québec	CUM
Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	CUQ
Comité de désignation des arbitres (régimes complémentaires de retraite)	CUQ
Commission des services juridiques	CUM
Conseil des arts et des lettres du Québec	CUQ
Conseil québécois de la recherche sociale	CUQ
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	CUQ
Coroner	CUQ
Fondation Jean-Charles Bonenfant	CUQ
Fonds d'aide aux recours collectifs	CUM
Fonds de la recherche en santé du Québec	CUM
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	CUQ
Héma-Québec	CUM
Institut de la statistique du Québec	CUQ
Institut de police du Québec	Autres régions

ANNEXE IV (suite)

Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000

Catégorie, type, fonction dominante et nom	Siège social
Institut de recherche en santé et en sécurité du travail	CUM
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	CUM
Institut nationale de santé publique	CUQ
Office des personnes handicapées du Québec	Autres régions
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (organisme conjoint)	CUM
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**10**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**10**
Autres régions	**2**
Sous-total	**22**
CATÉGORIE 4: ORGANISMES D'INTERMÉDIATION	
Commissions	
La fonction dominante des commissions est l'une ou l'autre des suivantes: étude, examen, enquête, évaluation, conciliation, etc.	
Agence de l'efficacité énergétique	CUQ
Bureau d'évaluation médicale	CUQ
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	CUQ
Comité d'examen des demandes dérogatoires (aide financière aux étudiants)	CUQ
Comité de réexamen (régime de retraite des élus municipaux)	CUQ
Comité de revue de l'utilisation des médicaments	CUQ
Comité de suivi des décisions du Sommet sur l'économie et l'emploi	CUQ
Comités de réexamen (régimes de retraite des agents de la paix en services correctionnels)	CUQ
Comités de révision de l'assurance-maladie	CUQ
Commissaire à la déontologie policière	CUQ
Commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole	CUQ
Commissaire aux plaintes en matière de santé et des services sociaux	CUM
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	CUQ
Commission de l'équité salariale	CUQ
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	CUM
Commission québécoise des libérations conditionnelles	CUQ
Conseil de la magistrature	CUQ
Conseil des services essentiels	CUM
Conseil d'évaluation des technologies de la santé	CUM
Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie	CUQ
Ordre des sages-femmes du Québec	CUM
Protecteur du citoyen	CUQ
Vérificateur général	CUQ
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	**19**
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	**5**
Autres régions	**0**
Sous-total	**24**

ANNEXE IV (suite)

Profil de localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000

Localisation des sièges sociaux des organismes gouvernementaux dont la zone de rayonnement est nationale au 31 mars 2000	Nombre (proportion)
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	85 (62,5 %)
Communauté urbaine de Montréal (CUM)	45 (33,1 %)
Autres régions	6 (4,4 %)
Total	**136 (100 %)**

Population d'organismes visée :

Les organismes retenus sont ceux qui répondent aux critères suivants :

- organismes dont la zone de rayonnement est nationale (et non locale ou régionale) ;
- organismes de nature permanente dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement ou dont le financement est assuré en tout ou en partie par l'État, ou les deux à la fois.

Les autres organismes, les comités consultatifs, les commissions temporaires et les organismes inopérants sont exclus de cette compilation.

Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

ANNEXE 5
Modifications introduites dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 1998 et le 31 mars 2000

ANNEXE V

Modifications introduites dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 1998 et le 31 mars 2000

Créations d'organismes

- Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec
- Comité catholique du conseil supérieur de l'éducation
- Comité de réexamen (agents de la paix en services correctionnels)
- Comité de réexamen (cadres intermédiaires)
- Comité de réexamen (employés faisant partie du syndicat canadien de la fonction publique
- Comité de révision des dentistes
- Comité de révision des omnipraticiens
- Comité de révision des médecins spécialistes
- Comité de révision des optométristes
- Comité de révision des pharmaciens
- Comité protestant du conseil supérieur de l'éducation
- Conseil de la justice administrative
- Héma-Québec
- Immobilière-SHQ
- Institut de la statistique du Québec
- Institut national de Santé publique du Québec
- Investissement-Québec
- Société de développement de la zone de commerce internationale de Montréal à Mirabel
- Société de la faune et des parcs du Québec
- Société Innovatech régions ressources
- Société nationale du cheval de course

ANNEXE V (suite)

Modifications introduites dans la liste des organismes gouvernementaux entre le 31 mars 1998 et le 31 mars 2000

Abolitions, fusions, intégrations ou privatisations d'organismes

- Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Bureau de révision en immigration
- Chambre de l'expropriation de la cour du Québec
- Comité d'admission à la pratique des sages-femmes
- Commission d'appel pour les autochtones du Québec
- Commission de développement de la métropole
- Commission des affaires sociales
- Commission québécoise (troubles mentaux)
- Conseil consultatif sur les aides technologiques
- Conseil d'arbitrage sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre
- Conseil d'évaluation des projets-pilotes (sages-femmes)
- Développement des régions et affaires autochtones
- Institut de recherche et d'information sur la rémunération
- Régie de la sécurité dans les sports du Québec
- Régie des télécommunications
- Société de développement industriel du Québec
- Société de promotion de l'industrie des courses et chevaux inc.
- Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR)
- Société québécoise de développement de la main-d'œuvre
- Société québécoise des transports
- Société québécoise d'exploration minière
- Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires
- Société québécoise d'initiatives pétrolières
- Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole

Organismes dont le nom a été modifié

- Le Comité de revue de l'utilisation des médicaments en milieu ambulatoire est devenu le Comité de revue de l'utilisation des médicaments
- Le Commissaire de la construction est devenu le Commissaire de l'industrie de la construction
- La Commission d'appel en matière de lésions professionnelles est devenue la Commission des lésions professionnelles

ANNEXE 6
Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique)

ANNEXE VI

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique)

		Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Notes	Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
	Agence de l'efficacité énergétique	22	5	27	0	0	0	0	0	0	22	5	27
	Agence métropolitaine de transport	0	0	0	21	19	40	0	0	0	21	19	40
	Agence Québec / Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse (organisme conjoint)	0	0	0	5	2	7	0	0	0	5	2	7
	Assemblée nationale	296	302	598	1	0	1	1	0	1	298	302	600
	Bibliothèque nationale du Québec	0	0	0	106	27	133	0	0	0	106	27	133
	Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0	0	0	0	0	0	2	1	3	2	1	3
	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	43	14	57	1	1	2	0	0	0	44	15	59
	Bureau d'évaluation médicale	4	1	5	10	2	12	0	0	0	14	3	17
	Caisse de dépôt et placement du Québec	5	0	5	319	40	359	0	0	0	324	40	364
	Centre de recherche industrielle du Québec	253	11	264	66	1	67	0	0	0	319	12	331
	Centre de référence des directeurs généraux et des cadres	2	0	2	8	0	8	0	0	0	10	0	10
1	Comité catholique du conseil supérieur de l'éducation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2	Comité consultatif sur la Loi électorale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3	Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité de déontologie policière	13	0	13	7	0	7	0	0	0	20	0	20
4	Comité de désignation des arbitres (régimes complémentaires de retraite)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité de réexamen (régime de retraite des élus municipaux)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5	Comité de révision de l'aide juridique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité de révision sur la langue d'enseignement	2	1	3	0	0	0	0	0	0	2	1	3
6	Comité de revue de l'utilisation des médicaments	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7	Comité de suivi des décisions du Sommet sur l'économie et l'emploi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité d'évaluation (qualité de l'environnement de la Baie James) (organisme conjoint)	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Comité d'examen (qualité de l'environnement de la Baie James) (organisme conjoint)	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Comité d'examen des demandes dérogatoires (aide financière aux étudiants)	6	1	7	0	0	0	0	0	0	6	1	7
8	Comité protestant du conseil supérieur de l'éducation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux en langue anglaise	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	1
	Comités de réexamen (régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9	Comités de révision de l'assurance-maladie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commissaire à la déontologie policière	21	1	22	10	7	17	0	0	0	31	8	39

ANNEXE VI (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique)

		Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Notes	Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
10	Commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commissaire aux plaintes en matière de santé et des services sociaux	3	2	5	5	3	8	0	0	0	8	5	13
	Commissaire de l'industrie de la construction	4	0	4	6	0	6	0	0	0	10	0	10
	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	362	135	497	0	0	0	0	0	0	362	135	497
	Commission consultative de l'enseignement privé	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Commission d'accès à l'information	35	3	38	6	1	7	0	0	0	41	4	45
11	Commssion d'appel pour les autochtones du Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Commission de la capitale nationale du Québec	23	9	32	0	0	0	0	0	0	23	9	32
	Commission de la construction du Québec	53	16	69	474	94	568	92	24	116	619	134	753
	Commission de la fonction publique et comité d'appel	32	1	33	0	0	0	0	0	0	32	1	33
	Commission de la qualité de l'environnement Kativik	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
12	Commission de la représentation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Commission de la santé et de la sécurité du travail	984	234	1218	754	285	1039	1177	473	1650	2915	992	3907
	Commission de l'équité salariale	29	5	34	7	0	7	0	0	0	36	5	41
	Commission de protection de la langue française	0	0	0	16	2	18	0	0	0	16	2	18
	Commission de protection du territoire agricole du Québec	60	4	64	0	0	0	47	2	49	107	6	113
	Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
	Commission de toponymie	21	0	21	0	0	0	0	0	0	21	0	21
	Commission des biens culturels du Québec	4	0	4	0	0	0	0	0	0	4	0	4
	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	10	1	11	102	9	111	27	2	29	139	12	151
	Commission des lésions professionnelles	86	16	102	137	25	162	171	13	184	394	54	448
	Commission des normes du travail	156	25	181	143	27	170	100	17	117	399	69	468
	Commission des partenaires du marché du travail	0	0	0	2	3	5	0	0	0	2	3	5
	Commission des services juridiques	0	0	0	52	8	60	0	0	0	52	8	60
	Commission des transports du Québec	54	18	72	72	16	88	0	0	0	126	34	160
	Commission des valeurs mobilières du Québec	0	0	0	158	3	161	0	0	0	158	3	161
	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	28	0	28	0	0	0	0	0	0	28	0	28
	Commission municipale du Québec	19	0	19	8	0	8	0	0	0	27	0	27
	Commission québécoise des libérations conditionnelles	16	0	16	12	1	13	0	0	0	28	1	29
14	Conseil consultatif de la lecture et du livre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
15	Conseil de l'ordre des sages-femmes du Québec	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
	Conseil consultatif de pharmacologie	10	0	10	0	0	0	0	0	0	10	0	10
	Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	0	0	0	6	1	7	0	0	0	6	1	7
	Conseil de la famille et de l'enfance	8	0	8	0	0	0	0	0	0	8	0	8
	Conseil de la Justice administrative	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3	0	3
	Conseil de la langue française	18	0	18	1	0	1	0	0	0	19	0	19
	Conseil de la magistrature	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4	0	4
	Conseil de la santé et du bien-être	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6

ANNEXE VI (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique)

		Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Notes	Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
	Conseil de la science et de la technologie	12	0	12	2	0	2	0	0	0	14	0	14
	Conseil de l'Ordre national du Québec (Secrétariat du)	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	0	2
	Conseil des aînés	4	2	6	0	0	0	0	0	0	4	2	6
	Conseil des arts et des lettres du Québec	25	4	29	24	5	29	0	0	0	49	9	58
	Conseil des relations interculturelles	0	0	0	6	0	6	0	0	0	6	0	6
	Conseil des services essentiels	3	0	3	21	3	24	0	0	0	24	3	27
	Conseil d'évaluation des technologies de la santé	0	0	0	10	0	10	0	0	0	10	0	10
16	Conseil du référendum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conseil du statut de la femme	35	4	39	4	1	5	16	2	18	55	7	62
	Conseil du trésor (Secrétariat du)	617	297	914	26	83	109	18	100	118	661	480	1141
	Conseil médical du Québec	4	3	7	0	0	0	0	0	0	4	3	7
	Conseil permanent de la jeunesse	6	3	9	0	0	0	0	0	0	6	3	9
	Conseil québécois de la recherche sociale	10	0	10	3	0	3	0	0	0	13	0	13
	Conseil supérieur de l'éducation	22	2	24	5	0	5	0	0	0	27	2	29
17	Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	45	58	103	29	75	104	34	88	122	108	221	329
	Coroner (Bureau du)	24	9	33	14	4	18	0	0	0	38	13	51
	Corporation d'hébergement du Québec	35	13	48	1	2	3	0	0	0	36	15	51
	Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain	0	0	0	790	441	1231	0	0	0	790	441	1 231
	Curateur public	30	24	54	186	167	353	34	49	83	250	240	490
	Directeur général des élections	133	43	176	4	1	5	0	0	0	137	44	181
	Fondation de la faune du Québec	12	5	17	0	0	0	0	0	0	12	5	17
18	Fondation Jean-Charles Bonenfant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
19	Fonds	2955	1011	3966	1646	917	2563	3669	1238	4907	8270	3166	11436
	Fonds d'aide aux recours collectifs	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3	0	3
20	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Fonds de la recherche en santé du Québec	0	0	0	21	1	22	0	0	0	21	1	22
	Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	33	10	43	0	0	0	0	0	0	33	10	43
	Grande Bibliothèque du Québec	0	0	0	15	0	15	0	0	0	15	0	15
	Héma-Québec	209	106	315	449	257	706	0	0	0	658	363	1021
	Hydro-Québec	1188	199	1387	5911	1220	7 131	10239	1793	12032	17338	3212	20550
21	Immobilière SHQ	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	Inspecteur général des institutions financières	252	1	253	34	1	35	0	0	0	286	2	288
	Institut de la statistique du Québec	141	52	193	37	23	60	0	0	0	178	75	253
	Institut de police du Québec	0	0	0	0	0	0	100	215	315	100	215	315
22	Institut de recherche en santé et en sécurité du travail	138	0	138	0	0	0	0	0	0	138	0	138
	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	0	0	0	127	107	234	0	0	0	127	107	234
	Institut national de Santé publique du Québec	64	29	93	1	2	3	0	0	0	65	31	96
	Investissement-Québec	61	11	72	171	19	190	41	1	42	273	31	304
	Ministère de la Culture et des Communications	378	100	478	102	85	187	126	98	224	606	283	889
	Ministère de la Famille et de l'Enfance	50	19	69	202	109	311	1	0	1	253	128	381
	Ministère de la Justice	777	168	945	721	372	1093	947	406	1353	2445	946	3 391

ANNEXE VI (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique)

		Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Notes	Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
	Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	74	14	88	14	5	19	0	0	0	88	19	107
	Ministère de la Santé et des Services sociaux	598	68	666	35	4	39	0	0	0	633	72	705
	Ministère de la Sécurité publique	1019	198	1217	1237	116	1353	1201	130	1331	3457	444	3901
	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	711	59	770	44	3	47	1118	220	1338	1873	282	2155
	Ministère de l'Éducation	1075	113	1188	131	7	138	121	5	126	1327	125	1452
	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité	933	551	1484	179	303	482	1203	1294	2497	2315	2148	4463
	Ministère de l'Environnement	856	151	1007	79	6	85	538	117	655	1473	274	1747
	Ministère de l'Industrie et du Commerce	339	64	403	193	38	231	107	16	123	639	118	757
	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	352	58	410	86	13	99	35	1	36	473	72	545
	Ministère des Finances	571	103	674	1	2	3	0	1	1	572	106	678
	Ministère des Régions	58	20	78	0	0	0	72	15	87	130	35	165
	Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	109	52	161	661	468	1129	171	96	267	941	616	1557
	Ministère des Relations internationales	304	39	343	27	3	30	44	1	45	375	43	418
	Ministère des Ressources naturelles	1081	270	1351	51	2	53	842	139	981	1974	411	2385
	Ministère des Transports	955	148	1103	278	127	405	1462	604	2066	2695	879	3574
	Ministère du Conseil exécutif	303	47	350	4	3	7	11	0	11	318	50	368
	Ministère du Revenu	1817	821	2638	1053	1091	2144	832	532	1364	3702	2444	6146
	Ministère du Travail	151	23	174	121	13	134	0	0	0	272	36	308
	Musée d'Art contemporain de Montréal	0	0	0	73	28	101	0	0	0	73	28	101
	Musée de la Civilisation	136	80	216	0	0	0	0	0	0	136	80	216
	Musée des beaux-arts de Montréal (organisme en coparticipation)	0	0	0	171	36	207	0	0	0	171	36	207
	Musée du Québec	104	22	126	0	0	0	0	0	0	104	22	126
	Office de la langue française	65	13	78	124	5	129	13	0	13	202	18	220
	Office de la protection du consommateur	48	1	49	40	0	40	26	0	26	114	1	115
	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (organisme conjoint)	5	1	6	0	0	0	11	0	11	16	1	17
	Office des personnes handicapées du Québec	10	2	12	11	4	15	95	31	126	116	37	153
	Office des professions du Québec	31	7	38	1	0	1	0	0	0	32	7	39
	Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (organisme conjoint)	0	0	0	23	6	29	0	0	0	23	6	29
	Parc technologique du Québec métropolitain (organisme en coparticipation)	7	2	9	0	0	0	0	0	0	7	2	9
	Protecteur du citoyen	57	1	58	25	1	26	0	0	0	82	2	84
	Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6
	Régie de l'assurance-maladie du Québec	944	182	1126	84	41	125	0	0	0	1028	223	1251
	Régie de l'énergie	1	0	1	57	9	66	0	0	0	58	9	67
	Régie des alcools, des courses et des jeux	62	24	86	77	55	132	0	9	9	139	88	227
	Régie des assurances agricoles du Québec	1	0	1	0	0	0	244	70	314	245	70	315
	Régie des installations olympiques	0	0	0	165	302	467	0	0	0	165	302	467
	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	11	3	14	26	0	26	2	0	2	39	3	42
	Régie des rentes du Québec	658	212	870	85	68	153	18	10	28	761	290	1051

ANNEXE VI (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique)

		Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Notes	Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
	Régie du bâtiment du Québec	74	21	95	102	16	118	170	75	245	346	112	458
	Régie du cinéma	0	0	0	51	0	51	0	0	0	51	0	51
	Régie du logement	20	0	20	110	11	121	72	8	80	202	19	221
	Société de développement de la Baie James	0	0	0	0	0	0	35	37	72	35	37	72
23	Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société de développement des entreprises culturelles	7	0	7	74	20	94	0	0	0	81	20	101
	Société de financement agricole	125	4	129	0	0	0	159	21	180	284	25	309
	Société de la faune et des parcs du Québec	261	20	281	2	0	2	560	59	619	823	79	902
	Société de la Place des Arts de Montréal	0	0	0	60	39	99	0	0	0	60	39	99
	Société de l'assurance automobile du Québec	1609	260	1869	163	197	360	592	281	873	2364	738	3102
	Société de télédiffusion du Québec	8	6	14	267	42	309	26	12	38	301	60	361
	Société des alcools du Québec	534	577	1111	1789	1709	3498	0	0	0	2323	2286	4609
	Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ)	76	330	406	9	29	38	94	1318	1412	179	1677	1856
	Société des loteries du Québec	22	5	27	578	87	665	21	1	22	621	93	714
	Société des traversiers du Québec	114	25	139	0	0	0	174	72	246	288	97	385
	Société d'habitation du Québec	268	54	322	51	4	55	0	0	0	319	58	377
	Société d'Investissement Jeunesse (organisme en coparticipation)	0	0	0	1	1	2	0	0	0	1	1	2
	Société du Centre des congrès de Québec	62	7	69	0	0	0	0	0	0	62	7	69
	Société du Grand Théâtre de Québec	35	180	215	0	0	0	0	0	0	35	180	215
	Société du Palais des congrès de Montréal	0	0	0	94	89	183	0	0	0	94	89	183
	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	0	0	0	0	0	0	13	5	18	13	5	18
	Société du parc industriel et portuaire Québec-sud (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société Eeyou de la Baie James (organisme en coparticipation)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société générale de financement du Québec	52	2	54	89	5	94	8	0	8	149	7	156
	Société immobilière du Québec	362	27	389	176	27	203	67	15	82	605	69	674
	Société Innovatech du Grand Montréal	0	0	0	7	22	29	0	0	0	7	22	29
	Société Innovatech du sud du Québec	0	0	0	0	0	0	5	0	5	5	0	5
	Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	12	0	12	0	0	0	0	0	0	12	0	12
	Société Innovatech régions ressources	6	0	6	0	0	0	0	0	0	6	0	6
	Société nationale de l'amiante	0	0	0	0	0	0	3	0	3	3	0	3
24	Société nationale du cheval de course	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Société québécoise d'assainissement des eaux	10	0	10	19	1	20	1	0	1	30	1	31
	Société québécoise de récupération et de recyclage	6	1	7	27	3	30	0	0	0	33	4	37
	Société québécoise d'information juridique	0	0	0	80	8	88	0	0	0	80	8	88
	Sûreté du Québec (employés civils)	79	15	94	617	302	919	435	89	524	1131	406	1537
	Tribunal administratif du Québec	109	23	132	118	15	133	0	0	0	227	38	265
	Tribunal des droits de la personne	0	0	0	2	1	3	0	0	0	2	1	3
25	Tribunal des professions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ANNEXE VI (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique)

		Communauté urbaine de Québec			Communauté urbaine de Montréal			Autres régions			Le Québec		
Notes	Nom de l'organisme	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total	Régulier	Occasionnel	Total
26	Tribunal du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Vérificateur général	150	4	154	45	3	48	0	0	0	195	7	202
	Total	27417	7888	35305	22774	9863	32637	27443	9806	37249	77634	27557	105191

	Localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000	Nombre	Proportion
	Communauté urbaine de Québec (CUQ)	35305	33,6%
	Communauté urbaine de Montréal (CUM)	32637	31%
	Autres régions	37249	35,4%
	Total	**105191**	**100%**

Notes

1 L'effectif du Comité catholique (qui a été aboli après le 31 mars 2000) du conseil supérieur de l'éducation est comptabilisé dans celui du Conseil supérieur de l'éducation.

2 L'effectif du Comité consultatif sur la Loi électorale est comptabilisé dans celui du Directeur général des élections.

3 Le comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants n'a pas de personnel.

4 Le comité de désignation des arbitres (régimes complémentaires de retraite) n'a pas de personnel.

5 L'effectif du Comité de révision de l'aide juridique est comptabilisé dans celui de la Commission des services juridiques.

6 L'effectif du Comité de revue de l'utilisaiton des médicaments est comptabilisé dans celui de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

7 L'effectif du Comité de suivi des décisions du Sommet sur l'économie et l'emploi est comptabilisé dans celui du ministère du Conseil exécutif.

8 L'effectif du Comité protestant (qui a été aboli après le 31 mars 2000) du conseil supérieur de l'éducation est comptabilisé dans celui du Conseil supérieur de l'éducation.

9 L'effectif des Comités de révision de l'assurance-maladie est comptabilisé dans celui de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

10 Le Commissaire aux plaintes en matière de protection du territoire agricole n'a pas de personnel.

11 Les fonctions de la Commission d'appel pour les autochtones du Québec sont exercées par le ministère de la Justice au besoin.

12 L'effectif de la Commission de la représentation est comptabilisé avec celui du Directeur général des élections.

13 L'effectif de la Commission de la santé et de la sécurité au travail est comptabilisé au 31 décembre 1999.

14 Le Conseil consultatif de la lecture du livre n'a pas de personnel.

15 Le comité d'admission à la pratique des sages-femmes et le conseil d'évaluation des projets pilotes ont été abolis depuis le dernier relevé, en 1998.

16 Le Conseil du référendum n'a pas de personnel.

17 L'effectif des Conseils d'arbitrage de l'assurance-maladie est comptabilisé dans celui de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

18 Les fonctions de la Fondation Jean-Charles Bonenfant sont assumées par le personnel de l'Assemblée nationale.

ANNEXE VI (suite)

Profil de localisation de l'effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 1998 (par ordre alphabétique)

Notes (suite)

19 L'expression Fonds est utilisée pour désigner les unités comptables suivantes : Compte de gestion de la TPS, Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, Fonds d'aide à l'action communautaire, Fonds de conservation du réseau routier, Fonds de financement, Fonds de gestion des immeubles du Québec à l'étranger, Fonds de l'état civil, Fonds de l'information gouvernementale, Fonds de lutte contre la pauvreté et pour la réinsertion au travail, Fonds de partenariat touristique, Fonds de perception fiscale, Fonds de réforme du cadastre québécois, Fonds des registres du ministère de la Justice, Fonds des services de police, Fonds des services gouvernementaux, Fonds forestiers, Fonds pour l'information géographique et foncière, Fonds pour la vente de biens et services, Fonds de développement du marché du travail, Fonds nationaux de la formation de la main-d'œuvre, Fonds de développement régional, Fonds pour la gestion d'équipement roulant, Fonds des pensions alimentaires.

20 Le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers n'a pas de personnel.

21 La Société immobilière SHQ n'a pas de personnel spécifique.

22 L'effectif de l'Institut de recherche en santé et en sécurité au travail est comptabilisé à partir du rapport annuel au 31 décembre 1999.

23 La Société de développement de la zone de commerce internationale de Montréal à Mirabel n'a pas de personnel au 31 mars 2000 car elle a commencé ses activités le 24 mai 2000.

24 La Société nationale du cheval de course n'a pas de personnel spécifique.

25 Le Tribunal des professions n'a pas de personnel.

26 L'effectif du Tribunal du travail est comptabilisé dans celui du ministère de la Justice.

DOCUMENTS

1 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 1996

2 La région de la capitale aujourd'hui : un profil socioéconomique 1997

3 Les dépenses budgétaires du gouvernement du Québec dans la région de la capitale en 1995-1996 : portrait comparatif et opportunités de développement

4 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants et des bureaux centraux des ministères et des organismes gouvernementaux au 31 mars 1997

5 Politique de rayonnement culturel de la capitale

6 Politique de l'environnement bâti dans la capitale nationale du Québec

7 Politique de commémoration dans la capitale

8 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 1998

9 La capitale et sa région : un profil socioéconomique 1998

10 Guide de gestion des ensembles urbains de la capitale nationale du Québec

11 La capitale nationale en chiffres 1999 : profil socioéconomique

12 L'industrie gouvernementale au cœur des bases économiques de l'agglomération de la capitale nationale

13 La capitale nationale en chiffres 2000 : profil socioéconomique

14 Profil de localisation de l'effectif, des dirigeants, des bureaux centraux des ministères et des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Édifice Hector-Fabre
525, boulevard René-Lévesque Est, RC
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418.528.0773
Sans frais : 1.800.442.0773

Télécopieur : 418.528.0823
www.capitale.gouv.qc.ca

COMMISSION DE
LA CAPITALE NATIONALE

Québec